



AU-DELÀ
DES

... UNE AFFAIRE
DE

CHIFFRES COEUR

{ L'ÉPAULE À LA ROUE:
COMMENT LE QUÉBEC PEUT SE MOBILISER
CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

L. JACQUES MÉNARD O.C.

AU-DELÀ
DES

CHIFFRES COEUR

... UNE AFFAIRE
DE

{ L'ÉPAULE À LA ROUE:
COMMENT LE QUÉBEC PEUT SE MOBILISER
CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

Ce livre, ainsi que le rapport du Groupe de travail sur la persévérance et la réussite scolaires, peuvent être consultés sur le blogue de L. Jacques Ménard *Si on s'y mettait...* à l'adresse: <http://www.sionsymettait.com>.

Notes:

- Le genre masculin désigne aussi bien les femmes que les hommes.
- Sauf avis contraire, les données, tableaux et graphiques utilisés dans ce document proviennent du rapport du Groupe de travail sur la réussite et la persévérance scolaires intitulé *Savoir pour pouvoir*.
- Les opinions émises dans ce document n'engagent que l'auteur.

Dépôt légal 2009

Bibliothèque nationale du Québec, 2009

Bibliothèque nationale du Canada, 2009

La reproduction totale ou partielle de ce document est autorisée, à la condition d'en mentionner la source.



Je dédie ces réflexions aux milliers de femmes et d'hommes qui se consacrent quotidiennement au soutien et à la réussite de nos jeunes dans nos garderies, dans nos écoles, au sein des organismes communautaires, dans les Centres jeunesse et dans notre société en général.

L. Jacques Ménard, O.C.



**« VOICI MON SECRET.
IL EST TRÈS SIMPLE :
ON NE VOIT BIEN QU'AVEC
LE CŒUR. L'ESSENTIEL EST
INVISIBLE POUR LES YEUX ».**

Antoine de Saint-Exupéry

**« C'EST À CÔTOYER
DES HUMAINS
QU'ON LE DEVIENT... »**

*Mme Danielle Leduc
Directrice générale de La Maison Jonathan*

LA SITUATION ACTUELLE :

41,2 % des étudiants québécois inscrits au secondaire en 2002 n'avaient toujours pas obtenu leur diplôme en 2007, c'est-à-dire à la fin du délai normal. Seulement 69 % ont réussi à l'obtenir à l'âge de 20 ans.

NOTRE OBJECTIF :

Que d'ici 2020, plus de 80 % des jeunes Québécoises et Québécois célèbrent leur 20^e anniversaire de naissance avec leur diplôme secondaire ou l'équivalent.

POUR S'Y RETROUVER DANS LA JUNGLE DES STATISTIQUES SUR LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE :

58,8 %

Les élèves inscrits au secondaire en 2002 et qui avaient obtenu leur diplôme en 2007, soit après le délai normal de 5 ans (Données du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) fondées sur le nombre d'inscriptions au secondaire 1 en 2002 et le nombre de ces élèves qui avaient obtenu leur diplôme en 2007).

69 %

Les jeunes québécois qui célèbrent leur 20^e anniversaire avec un diplôme d'études secondaires ou l'équivalent en poche (Rapport *Savoir pour pouvoir*).

11,6 %

Les Québécois âgés entre 20 et 24 ans qui n'ont pas de diplôme d'études secondaires ou l'équivalent (Québec, 9^e province canadienne sur 10, chiffres tirés de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada pour les années scolaires 2005-2006 à 2007-2008).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
PARTIE I	5
ILS ONT DÉCROCHÉ PARCE QUE...	
PARTIE II	7
L'ABANDON SCOLAIRE: UN DRAME HUMAIN, UN PROBLÈME COÛTEUX, UNE MENACE POUR NOTRE SOCIÉTÉ	
• Un drame humain	7
• Des coûts astronomiques	9
• Une perte de qualité démocratique	12
• Chaque jeune est unique, chaque décrocheur aussi	13
• Aider les parents pour sauver les enfants	15
PARTIE III	19
LA SITUATION AU QUÉBEC	
• Le décrochage au Québec, un immense défi	19
• On avance ou on recule?	21
• Et ailleurs dans le monde?	23
• Pourquoi le Québécois n'est-il jamais aussi beau que quand il est petit?	25
PARTIE IV	27
DE BELLES INITIATIVES TROP PEU CONNUES CHEZ NOUS...	
• Pourtant... ..	27
• Services de garde	28
• Fondation pour la promotion de la pédiatrie sociale	30
• 1,2,3 GO	32
• 80, ruelle de l'Avenir	34
• CRÉPAS	36
• Qui a dit qu'il ne se passe rien au Québec en matière de décrochage?	38

PARTIE V	41
DES LEÇONS À TIRER DE L'EXPÉRIENCE DE NOS VOISINS	
Des « success stories » bien documentées	41
High/Scope Perry Preschool Program	41
Check & Connect	42
Pathways to Education	43
Career Academies	45
Des points communs aux initiatives à succès	46
PARTIE VI	49
LE PLAN DE MATCH	
• Un objectif réaliste	49
• Un préalable indispensable	52
• Une série d'actions pour contrer les déterminants du décrochage	54
• Aider les parents à soutenir les efforts de leurs enfants	54
• Favoriser la participation des enfants à risque aux services de garde institutionnels ..	56
• Mener des projets communautaires pilote en complément aux services de garde dans les milieux défavorisés	58
• Développer des pratiques d'excellence visant à réduire les retards d'apprentissage au primaire	60
• Mettre en œuvre des projets communautaires ciblant les jeunes à risque, au secondaire, dans les quartiers les plus défavorisés	63
• Encourager et faciliter le choix de métiers et de techniques	65
• Introduire dans le système d'éducation des outils de gestion de la performance rattachés à la persévérance scolaire	69
• Créer un réseau à travers le Québec de jeunes (maximum 35 ans) auxquels les jeunes à risque peuvent s'identifier et organiser des rencontres-témoignages dans les écoles	70
• Renforcer les instances régionales, en partenariat avec la société civile	73
• Créer une instance nationale de concertation en persévérance scolaire	75
PARTIE VII	77
COMBIEN \$\$\$	
• Des investissements importants	77
CONCLUSION	79
REMERCIEMENTS	83

INTRODUCTION

SI ON S'Y METTAIT... À LUTTER CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE DE FAÇON STRUCTURÉE

Dans mon livre *Si on s'y mettait...* publié au printemps 2008, mon chapitre sur l'éducation s'intitule *Éduquer, c'est donner la vie une seconde fois*. C'est ma grande priorité. Le début de toute action pour bâtir une société solide, heureuse, dynamique.

Mes amis m'ont dit : « Jacques, maintenant que tu en as parlé, qu'est-ce que tu vas faire au-delà de tes engagements avec des groupes de jeunes défavorisés et des organismes qui s'en occupent ? »

L'idée a germé. J'ai rencontré des gens extraordinaires qui travaillent avec ces jeunes, sur le terrain. Qui les soutiennent à chaque jour pour les convaincre, eux et leur famille, de ne pas lâcher. C'est important le diplôme. Il faut le dire aux jeunes, à leurs parents, à toute la société. Mais encore... C'est clair que dire les choses, c'est bien, mais ça ne suffit pas.

Le hasard a fait que j'ai rencontré l'associé directeur du bureau de la firme McKinsey à Montréal qui voulait s'engager dans une action bénévole. J'avais rencontré, quelques jours auparavant, Michel Perron, chercheur et fondateur du Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire au Saguenay–Lac-St-Jean (CRÉPAS).

La connexion s'est faite. Ça a été comme mettre la « switch à on ». J'ai fait appel à une quinzaine de personnes pour structurer ensemble un projet et l'offrir à toutes les régions du Québec. Une stratégie inspirée des meilleures pratiques dans ce domaine. Une stratégie adaptable selon les besoins de chacun. D'une quinzaine au départ, on s'est retrouvé près de trente personnes engagées, intéressées, prêtes à mettre temps et énergie pour développer le projet.

Notre rapport est maintenant public. Il s'appelle « *Savoir pour pouvoir* ». Il est disponible sur plusieurs sites Internet et sur mon blogue. C'est une

stratégie pour entreprendre un véritable chantier national pour soutenir la persévérance et la réussite scolaires de nos jeunes.

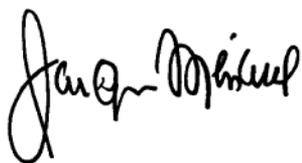
Ces travaux m'ont amené à rencontrer des centaines de personnes qui m'ont fait part de leurs convictions, de leur expérience et de leurs vœux les plus chers. *Savoir pour pouvoir* est un rapport scientifique d'une grande qualité et dont je suis très fier. Toutefois, au-delà de ce qui est vérifiable, documenté, mis en chiffres, il existe toute une réalité dont m'ont parlé les gens qui travaillent en contact direct avec ces jeunes. Je pense par exemple au docteur Gilles Julien qui oeuvre dans certains quartiers parmi les plus démunis de Montréal pour aider les jeunes à bâtir leur avenir. Je pense aux gens de Centraide qui sont en contact quotidien avec ces jeunes qu'on veut aider. Je pense aussi aux gens des Centres jeunesse dont la mission est presque à la frontière de l'impossible avec des jeunes que, trop souvent, la vie a déjà stigmatisés. Bien d'autres aussi m'ont fait part de leurs préoccupations et de leurs espoirs.

C'est pour eux que j'écris ces quelques réflexions et pour les jeunes auxquels ils viennent en aide. Je tiens d'ailleurs à préciser que ces réflexions n'engagent que moi. Elles sont le fruit de pensées qui ont germé suite aux travaux du Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires. Certaines d'entre elles découlent aussi de rencontres qui ont eu lieu après que le rapport *Savoir pour pouvoir* a été rendu public.

Depuis, plusieurs personnes m'ont rappelé que certaines dimensions de la problématique n'ont pas été abordées. À titre d'exemples, la taille des classes dans nos écoles, le débat public-privé, l'analphabétisme d'une partie importante de la population, le raccrochage après 20 ans, et bien d'autres questions que le rapport ne touche pas. Dans ce livre de réflexions, j'ai voulu traiter la problématique de la persévérance scolaire sous son angle plus humain que ne peut le faire un rapport

fondé strictement sur les expériences quantifiables et ayant fait l'objet d'un suivi chiffré et systématique. Mon propos est donc plus large que celui du rapport, sans pour autant que je prétende avoir abordé toutes les questions.

J'ai écrit ces réflexions parce que la lutte au décrochage scolaire, au-delà des chiffres... c'est une affaire de cœur.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Jean-Michel". The script is fluid and cursive, with the first name "Jean" and the last name "Michel" clearly distinguishable.

PARTIE I

ILS ONT DÉCROCHÉ PARCE QUE...

J'ai demandé aux décrocheurs, sur mon blogue de me transmettre, en quelques mots, les raisons qui les ont amenés à abandonner leurs études. Je synthétise sur cette page quelques éléments de réponses qui sont revenus souvent. Vous pouvez trouver des réponses plus complètes sur mon blogue. Bien sûr, les causes du décrochage sont beaucoup plus complexes que ne le laissent entendre les quelques points qui suivent. Mais, cela donne quand même une idée... Voici donc quelques-unes des réponses que j'ai reçues :

- L'école, c'est tellement facile. On peut continuer sans jamais travailler. Mais quand on apprend que là, c'est nécessaire de travailler, vers la fin du secondaire, on est mal barré parce que ça fait 10 ans qu'on fait rien. On décroche...
- J'ai décroché parce que ce qu'on faisait à l'école n'avait pas « rap » avec ce que je voulais faire dans la vie.
- J'ai quitté l'école au milieu de mon secondaire 5. Je n'avais aucune motivation, sauf pour les cours d'arts plastiques et d'éducation à la technologie.
- Je n'étais pas bonne à l'école. La direction de l'école m'a placée dans une classe spéciale. Je n'avançais pas, alors j'ai décroché.
- J'ai décroché parce que j'avais beaucoup de misère à l'école, sans but. Là je vais raccrocher parce que je veux être mécanicien et que ça me prend un diplôme. Là, j'ai un but.
- J'ai décroché en secondaire 3 parce que c'était trop difficile pour moi. Incapable de me concentrer, de mémoriser, d'étudier. Pourtant à l'extérieur de l'école, j'étais bonne pour mémoriser des chansons. Mais pas à l'école. Pas d'aide, les enseignants étaient surchargés. J'ai lâché.
- Pas assez motivé au niveau de la créativité, de l'imagination, du jeu. Une éducation fade et amère qui s'appauvrit.

Si vous êtes décrocheur et que vous souhaitez donner votre opinion, je vous invite à le faire sur mon blogue. Vous pourrez échanger avec d'autres personnes dans le même cas et, qui sait, découvrir des pistes nouvelles...

PARTIE II

L'ABANDON SCOLAIRE : UN DRAME HUMAIN, UN PROBLÈME COÛTEUX, UNE MENACE POUR NOTRE SOCIÉTÉ

UN DRAME HUMAIN

D'entrée de jeu, je tiens à préciser un point important. Mes réflexions ne constituent, en aucune façon, un jugement de valeur sur les personnes qui n'ont pas de diplôme. J'en connais plusieurs qui contribuent de façon exceptionnelle au développement de notre société. Des gens qui élèvent des familles heureuses et qui constituent des modèles dans leur milieu.

Je veux seulement attirer votre attention sur les dangers qui guettent les jeunes qui s'apprêtent à se lancer dans la vie dépourvus de formation sanctionnée par un diplôme. Ce qui était possible il n'y a pas si longtemps, ne l'est plus. Ou l'est de moins en moins. Les emplois non qualifiés disparaissent rapidement. On prévoit qu'environ 700 000 emplois seront à combler au Québec d'ici trois ans. Des emplois qualifiés, bien sûr. Raison ? Les départs à la retraite des baby-boomers vont se multiplier et la technologie a ses exigences. Ces exigences passent par la formation. Pas besoin, pour autant, que tous et toutes se précipitent à l'université. Mais un urgent besoin que tous et toutes se donnent une formation dans un domaine qui leur convient. Que ce soit pour être plombier, camionneur, infirmière ou chercheur en physique nucléaire.

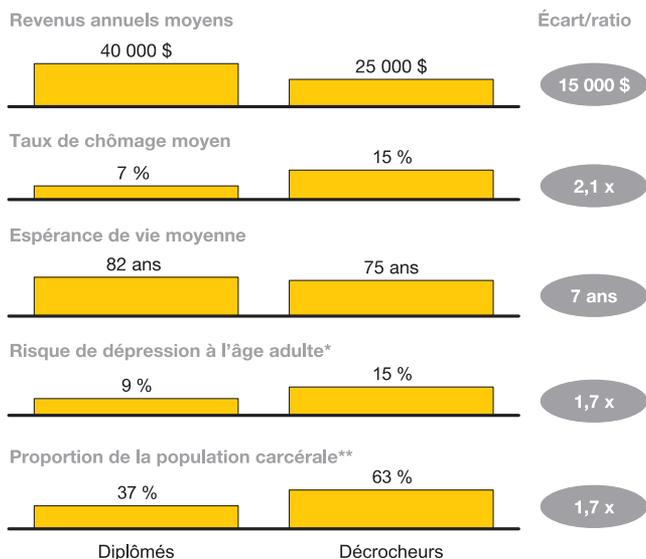
La dure réalité, aujourd'hui, c'est que la vie est difficile pour les non diplômés et leur famille, comme l'illustre le graphique 1.

Des revenus plus faibles, plus souvent en chômage, une espérance de vie plus courte et plus souvent des personnes sujettes à la dépression à l'âge adulte. Ça, c'est chiffré, prouvé, documenté.

Je ne veux pas entrer dans les détails, mais les gens sur le terrain me disent aussi que non seulement les non diplômés vivent souvent moins longtemps que les autres, mais qu'ils vivent en moins bonne santé. Pas étonnant tout ça. La pauvreté est un des déterminants les plus

Graphique 1

Les non-diplômés sont pénalisés à plusieurs égards



* Données pour les femmes

** Proportion de l'ensemble des détenus représentant 100 %

Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec; Health Affairs; ministère de la Sécurité publique; OCDE; McKinsey & Compagnie

importants de la santé. C'est reconnu par les autorités de la Santé publique. C'est une des constatations qui nous a sauté aux yeux au cours des travaux d'un autre groupe que j'ai présidé (1995) et qui portait, celui-là, sur le financement des services de santé et de services sociaux. L'absence de diplôme mène souvent à la pauvreté. Et la pauvreté va de pair avec une moins bonne santé. Pas toujours? Non. Mais trop souvent.

Au-delà des chiffres, surtout une réalité de vie souvent difficile à porter. Des difficultés que n'ont pas le choix de partager tous les membres de la famille.

En plus, il arrive que le décrochage se transmette souvent des parents aux enfants.

Le drame du décrocheur, c'est aussi de se faire dire « non » plus souvent qu'à son tour, même si l'emploi qu'il convoite est disponible. C'est de ne pas se sentir tout à fait au même niveau que les autres parce qu'on comprend mal certaines indications, des modes d'emplois, des directives. Le drame humain, c'est de voir rejeter son C.V. sans même qu'on l'ait lu, parce qu'il s'en va grossir la pile des « ne répond pas aux exigences ». Le drame humain, c'est en quelque sorte de ne pas avoir les moyens de suivre le rythme d'une société qui évolue à toute vitesse.

C'est de tout ça dont je parle quand je dis que le décrochage, c'est un véritable drame humain. Vous comprenez pourquoi j'affirme que, au-delà des chiffres, la lutte au décrochage, c'est une affaire de cœur.

DES COÛTS ASTRONOMIQUES

Disons-nous les vraies choses: le Québec est une province pauvre. Comparé au Mali, à la Tanzanie ou à l'Éthiopie, c'est sûr qu'on n'est pas si mal. Mais comparé à nos voisins et à nos partenaires économiques, on est pauvre. Très pauvre même. Il faut arrêter de nous raconter des histoires. D'après l'économiste Alain Dubuc (Éloge de la richesse, Les éditions Voix parallèles, 2006, p. 23), le niveau de richesse des Québécois nous classe au 54^e rang sur les 60 états américains et provinces canadiennes (PIB/habitant). Il n'y a pas de quoi pavoiser !

Comment on fait pour être moins pauvres collectivement ?

Je ne connais qu'une façon : former notre monde, particulièrement nos jeunes. Ils constituent notre principale ressource naturelle. Il faut faire d'eux notre premier avantage compétitif. Plus encore, nos jeunes doivent devenir littéralement le « *branding* » du Québec. Notre image de marque.

Que ça se dise dans le monde entier: les jeunes Québécois sont bien formés et bien éduqués. Il faut faire du Québec la pépinière mondiale des idées novatrices. Et pour générer les idées novatrices à un rythme d'enfer, être jeune, ça aide. Bill Gates disait lors d'une conférence à Paris, l'an dernier, que la grande majorité des idées nouvelles qui émergent chez Microsoft proviennent de jeunes de moins de 30 ans. Après 30 ans disait-il, non sans ironie, on sait trop de choses pour innover !

Pourquoi faire tout ça chez nous? Parce qu'on aime nos jeunes, bien sûr. Mais aussi, parce qu'on n'a pas le choix!

Déjà, les salons de l'emploi battent tous les records de participation. Les employeurs ne savent plus où donner de la tête pour recruter la main-d'œuvre dont ils ont besoin. La main-d'œuvre formée, bien sûr. Les 18-19 mars derniers, plus de 1 800 exposants ont participé au Salon de l'emploi de Montréal. Un record. Les organisateurs prédisent encore plus de participation l'an prochain.

Il faut réaliser que d'ici à peine une dizaine d'années, il ne restera qu'un peu plus de deux personnes en âge de travailler pour une personne âgée de 65 ans et plus. S'il fallait en plus qu'une grande partie des jeunes n'aient pas la formation nécessaire pour occuper les emplois de qualité, je n'ose pas imaginer ce qui nous attend comme société. Ce serait comme aspirer à gagner la Coupe Stanley en laissant le tiers de nos joueurs sur le banc !

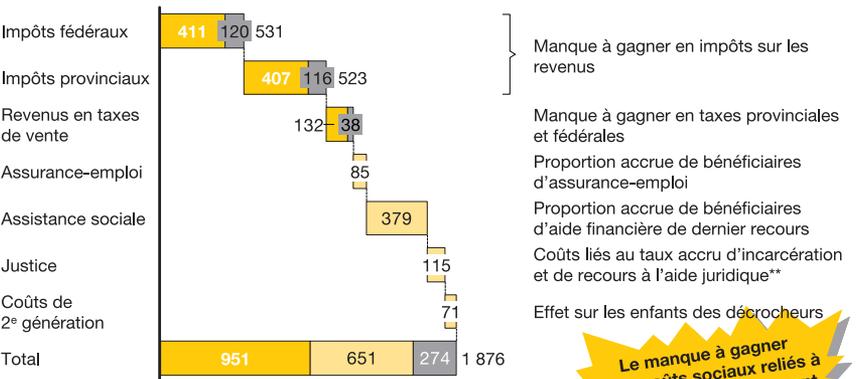
Puisqu'on parle de coûts, je vais mettre les points sur les « i ». C'est vrai que le décrochage, ce n'est pas que des chiffres. Je viens d'en parler. Mais c'est aussi des dollars. Beaucoup de dollars. On n'y échappe pas.

Pierre Fortin, célèbre économiste, a chiffré tout ça. D'après lui, une seule cohorte de décrocheurs coûte à l'État 1,9 milliard \$. C'est ce qu'illustre le graphique 2.

Graphique 2

Coût d'une cohorte de décrocheurs au Québec

Coûts actualisés du décrochage scolaire pour une cohorte* d'élèves
Millions \$



* Une cohorte basée sur 89 574 élèves, dont 15 % de décrocheurs permanents et 16 % de raccrocheurs
 ** Frais de cour exclus
 *** Le coût représente la différence entre un décrocheur et un diplômé du secondaire

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec; ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; McKinsey & Compagnie

Le manque à gagner et les coûts sociaux liés à un décrochage permanent s'élèvent à 120 000 \$ en valeur actualisée***

Le Québec n'a certainement pas les moyens de laisser filer des sommes pareilles. Pensez aux écoles, aux hôpitaux, aux routes et à tout le reste que nous arrivons difficilement à financer, même en période de croissance économique.

Mais, ce n'est pas tout. Pierre Fortin me faisait remarquer, lors du lancement du rapport *Savoir pour pouvoir*, qu'il faut aussi tenir compte des revenus que les décrocheurs ne gagneront pas au cours de leur vie active. On parle de combien? On parle de 439 000 \$ pour chaque décrocheur. C'est la différence, en moyenne, entre les revenus d'un décrocheur et ceux d'un diplômé. Croyez-vous que la société québécoise a vraiment les moyens de perdre des sommes aussi faramineuses? Poser la question, c'est y répondre...

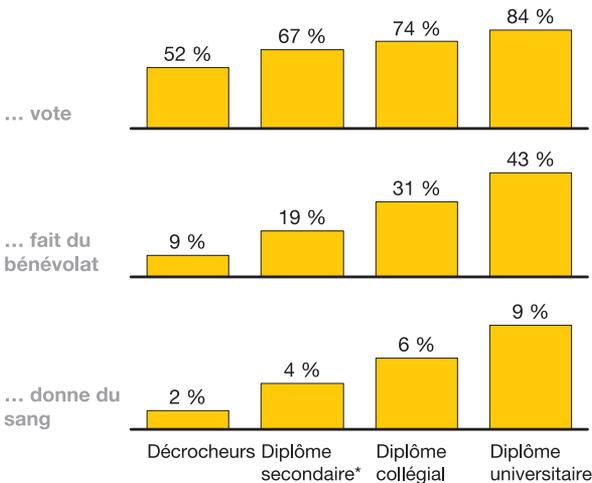
UNE PERTE DE QUALITÉ DÉMOCRATIQUE...

J'ai dit que le décrochage est un drame humain. J'ai dit aussi que le décrochage est une catastrophe financière pour l'individu concerné, pour sa famille et aussi pour les finances publiques. Mais le décrochage, c'est aussi un drame pour notre vie démocratique, comme l'illustre le graphique 3.

Graphique 3

La diplomation et la participation citoyenne

Pourcentage du segment de la population qui...



* Diplôme d'études secondaires ou professionnelles

Sources : Journal of Public Economics; College Board; McKinsey & Compagnie

L'éducation, c'est la rentabilité, bien sûr. Personne ne lève le nez là-dessus. Mais, l'éducation, c'est tellement plus. Je suis convaincu que l'éducation, c'est avant tout la liberté. La liberté de développer ses talents au maximum et d'en faire profiter l'ensemble de la société. La liberté et la capacité aussi d'exercer pleinement son rôle de citoyen.

La liberté de s'accomplir pleinement, en toute autonomie.

Rien à voir avec la volonté de s'engager socialement ou la générosité pour le faire. Des dizaines de non diplômés le font. Je connais des gens peu scolarisés qui ont le cœur grand comme le monde. Ils sont un actif extraordinaire pour la société. Ce dont je parle, c'est de donner à chacun le plus de moyens possible pour aller au bout de son potentiel pour contribuer, dans toute la mesure dont il est capable, au développement, à la gouvernance et au mieux-être de sa collectivité.

Maurice Duplessis, qui fut Premier ministre du Québec pendant près de 20 ans et qui n'était pas très porté sur l'éducation, disait en boutade qu'éduquer le peuple équivalait à lui donner les moyens de critiquer les politiciens !

CHAQUE JEUNE EST UNIQUE, CHAQUE DÉCROCHEUR AUSSI

Depuis la parution de notre rapport intitulé *Savoir pour pouvoir*, plusieurs personnes m'ont dit qu'on devrait tout simplement faire comme en Ontario. Nos voisins viennent tout juste d'annoncer, avec une fierté justifiée, des gains prodigieux en matière de persévérance scolaire. De 68 % de taux de diplomation il y a cinq ans, à 77 % aujourd'hui ! « Copiez le modèle ontarien, nous dit-on, et tout ira bien » ! Pour paraphraser la célèbre pub de Reno Dépôt, si c'était si simple, on l'aurait déjà fait.

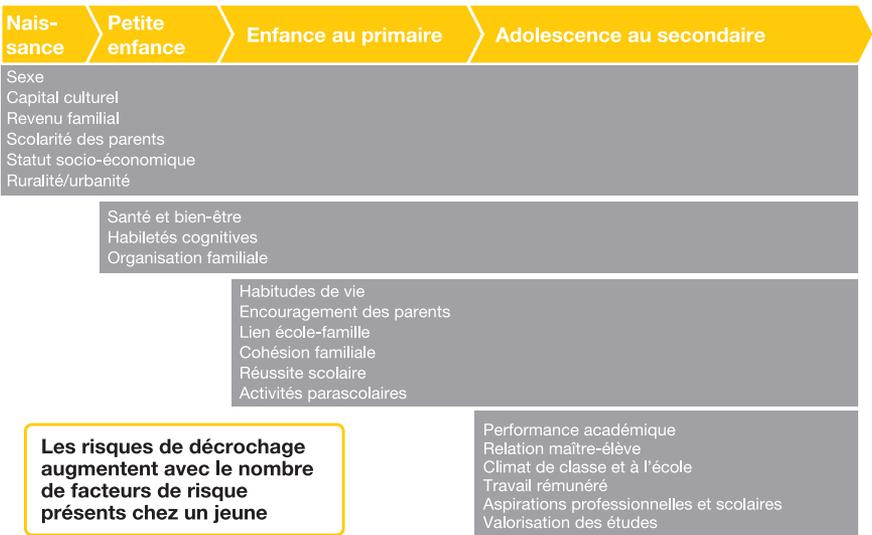
Malheureusement, ce n'est pas si facile. D'abord, il n'existe pas de modèle ontarien, ni américain, ni européen, ni autre, pour lutter contre le décrochage. Chaque jeune est unique et sa famille aussi. Chaque village, chaque quartier, chaque communauté possède ses propres caractéristiques. Les causes du décrochage sont multiples. Les moyens pour le combattre doivent l'être aussi.

Par contre, il existe un certain nombre de déterminants qui mènent au décrochage. Ce sont ces conditions qu'il faut identifier, le plus tôt possible, particulièrement chez les jeunes à risque, et travailler à contrer les effets de ces causes de décrochage. Le graphique 4 illustre la séquence des facteurs qui mènent au décrochage et auxquels il faut s'attaquer

Comme le montre le graphique 4, il ne faut surtout pas perdre de vue le fait que les tout premiers facteurs de décrochage apparaissent parfois dès la naissance, particulièrement chez les enfants les plus à risque. Puis, avec l'âge, ces facteurs changent. Ou, je devrais plutôt dire, additionnent leurs effets, particulièrement si on n'est pas intervenu avant.

Graphique 4

Déterminants à surveiller de la naissance à l'obtention du diplôme secondaire



Sources : Fondation Lucie et André Chagnon; Groupe d'étude des conditions de vie et des besoins de la population; McKinsey & Compagnie

J'entends encore la voix du docteur Julien autour de la table du Groupe de travail : « Il faut agir sur tout le continuum de vie de l'enfant et surtout, commencer dès la naissance pour les enfants les plus à risque ». Gilles, ton message est bien passé. J'espère que tout le monde a compris. Attendre au secondaire pour s'attaquer au décrochage équivaut presque à tendre une bouée de sauvetage à un noyé...

AIDER LES PARENTS POUR SAUVER LES ENFANTS...

Beaucoup de choses se passent à la maison et le gouvernement du Québec a raison de rappeler que les parents ont un rôle important à jouer dans le soutien de leurs enfants en vue de l'obtention de leur diplôme. Cela dit, encore faut-il que les parents aient les moyens, les outils, les compétences — pour employer un terme à la mode — quand on parle d'éducation, pour pouvoir aider leurs enfants.

La publication du rapport du Groupe de travail a provoqué un grand nombre de réactions, dont une lettre qui m'a été transmise par la présidente-directrice générale de la Fondation pour l'alphabétisation, madame Maryse Perreault. Une lettre qui m'a bouleversé. Madame Perreault fait référence à une étude de l'OCDE sur l'alphabétisation et dont les résultats ont été publiés en 2006. Les résultats donnent froid dans le dos. Je cite madame Perreault qui fait référence à l'étude en question :

- 800 000 québécois (16 %) âgés de 16 à 65 ans se classent au plus bas niveau de compétence en lecture et sont carrément considérés comme analphabètes. Parmi eux, 40 % sont âgés de 26 à 46 ans et plusieurs sont des parents. Un exemple de commentaires de ces analphabètes : « Dans un formulaire, je suis capable d'écrire mon nom et mon adresse. Mais pour le reste des questions, c'est trop difficile ».
- 1 700 000 québécois (33 %) âgés de 16 à 65 ans se classent au niveau 2, équivalent à « faible » au plan des compétences en lecture. Concrètement, ces person-

nes n'ont accès qu'à de courts textes au vocabulaire restreint et uniquement dans un contexte familial. Commentaire type de ces personnes: « Je ne vais jamais aux réunions de parents à l'école, j'ai trop peur qu'on me demande de lire quelque chose devant tout le monde ».

- Au total, 2,5 millions de Québécois âgés de 16 à 65 ans ont des compétences insuffisantes en lecture, soit une proportion de 49 % de cette population.

Demander à ces gens, souvent des parents je le répète, de faire la lecture à leurs enfants pour leur faire découvrir toute la richesse de la langue, relève de l'inconscience pure et simple. Plus encore, ces parents sont incapables de traiter l'information écrite dans les activités courantes de la vie quotidienne. C'est ça la réalité de ces personnes. Il va falloir enlever nos lunettes roses. Ça presse !

Les enfants qui vivent dans ces familles ont peu de chances de fréquenter les services de garde. Pourquoi ? Leurs parents évitent souvent toute situation où ils auraient à lire un document et à y réagir. On le verra plus loin, même quand des places sont disponibles et même si l'accès en est gratuit, ces parents refusent d'y conduire leurs enfants.

L'enfant qui naît dans un milieu défavorisé et dont les parents sont souvent sous-scolarisés, sinon analphabètes, passera plus de temps devant la télévision que les autres enfants. Personne ne lui lira d'histoires avant de s'endormir. Il risque fort d'entrer à l'école sans avoir acquis ce qu'on appelle une « maturité scolaire » suffisante. Avant même de recevoir son premier bulletin que ses parents n'arriveront certainement pas à lire (chiffré ou pas, avec ou pas de rangs, de moyennes, etc.), il sera perdant. Comment s'attendre à ce que ses parents détectent ses lacunes à l'école ? D'apprentissage en apprentissage, les retards vont s'accumuler. Le petit problème de départ, souvent relié à la lecture, risque rapidement de devenir insurmontable. Cet enfant a toutes les chances

de se retrouver dans les « cheminements particuliers » avec ce que les autres enfants appellent les « pas bons ». Le risque est très élevé que cet enfant soit devenu un décrocheur dans sa tête avant même la fin de son primaire.

Je viens de vous résumer une bonne partie de la lettre que j'ai reçue de madame Perreault qui conclut en écrivant : « Est-ce que quelqu'un a pensé que ces parents ont acquis une aversion pour l'école, car celle-ci est pour eux un lieu d'échec, et qu'ils sont dépassés par la situation ? Pour mener efficacement cette bataille, **il faut absolument aider ces enfants d'hier pour sauver les adultes de demain** ».

Je partage tout à fait l'avis de madame Perreault. Nous ne pouvons pas faire l'économie de programmes efficaces pour hausser le niveau d'alphabétisation des parents qui en ont besoin. Sinon, les meilleures intentions dans la lutte au décrochage risquent de rester lettre morte. Et la façon de le faire, c'est d'offrir à ces parents une formation pour améliorer leurs compétences de base et se réconcilier avec l'apprentissage. Je crois, moi aussi, que la lutte au décrochage passe par des efforts beaucoup plus consistants pour hausser le niveau d'alphabétisation des parents des enfants qu'on veut aider. J'y reviendrai dans la partie de ce document qui traite des actions proposées pour suggérer des pistes d'action et aussi, pour essayer de voir qui est le mieux placé pour mener les actions requises.

PARTIE III

LA SITUATION AU QUÉBEC

LE DÉCROCHAGE AU QUÉBEC, UN IMMENSE DÉFI

Cinq ans après avoir commencé leur cours secondaire, seulement 58,8 % des jeunes québécois, garçons et filles confondus, avaient obtenu leur diplôme (cohorte 2002-2007). Au plan international, le Canada se classe à cet égard au 16^e rang sur 30 des pays de l'OCDE.

Lorsqu'ils célèbrent leur 20^e anniversaire, 69 % des jeunes Québécoises et Québécois ont en poche un diplôme d'études secondaires ou l'équivalent. Plus de filles persévèrent jusqu'à l'obtention de leur diplôme que les garçons (75 % contre 64 %). Chez les décrocheurs, plus de filles reviennent aux études pour obtenir leur diplôme que chez les garçons (20 % contre 9 %). On pourrait peut-être commencer à se demander pourquoi? J'entendais récemment un directeur d'école à la radio, en Ontario je crois, qui annonçait fièrement qu'on recommence à ouvrir des écoles secondaires séparant les filles des garçons... Peut-être qu'en pleine adolescence, c'est ça qu'il faut faire... Rien de scientifique. Ce n'est qu'une impression, mais je sais que cette discussion est déjà très avancée dans plusieurs pays européens et que c'est chose faite dans plusieurs écoles américaines. Peut-être un projet pilote pour tester cette hypothèse?

Entre 20 et 24 ans, 11,6 % des Québécois n'ont pas de diplôme d'études secondaires ou l'équivalent. Ce qui place le Québec au 9^e rang des provinces canadiennes à cet égard. En 1992, nous étions au 7^e rang. On perd du terrain.

Rendus à 30 ans, 85 % des Québécois ont réussi à compléter une formation sanctionnée par un diplôme.

Bien sûr, certains insistent lourdement sur ce 85 % qui paraît tellement bien quand on ne précise pas ce qu'il représente. On ne prend pas souvent la peine de mentionner que cette statistique ne s'applique qu'à partir

de 30 ans. Et, bien sûr, on ne précise pas non plus la qualité du contenu de certains diplômes... De toute façon, cette emphase sur ce qui semble un beau chiffre ne change rien au problème de fond. Nos jeunes décrochent dans une proportion alarmante, même s'ils retrouvent le chemin de certains cours plus tard dans leur vie. Il n'y a pas lieu de nous vanter d'être forts en raccrochage quand on est le champion du décrochage ! De plus, on sait que pendant toutes ces années sans diplôme, la contribution des décrocheurs à la société risque d'avoir été moindre. Au plan personnel, ils ont peut-être raté des occasions qui ne se représenteront plus dans leur vie. Sans compter les pertes financières qu'ils auront eux-mêmes encourues. Pierre Fortin évalue à 439 000 \$ les pertes de revenus d'un seul décrocheur. Bien sûr, il parle de toute la durée de la vie active du décrocheur.

Mais je ne vois pas pourquoi on se plairait à attendre le plus longtemps possible pour aider un décrocheur à raccrocher et célébrer éventuellement l'obtention d'un diplôme. Je comprends que certains exercices de relations publiques contribuent à améliorer l'image que projettent des statistiques peu reluisantes. Mais est-ce bien là le but à atteindre quand on connaît les conséquences du décrochage pendant toutes ces années passées sans diplôme, tant pour l'individu en cause que pour la société québécoise ?

Je préférerais de loin que ce beau 85 % s'applique à l'obtention d'un diplôme régulier, que ce soit dans le secteur général, professionnel ou technique, à l'âge où la grande majorité de nos jeunes devraient avoir complété leurs études secondaires. Mais je suis optimiste. En travaillant fort, on va y arriver.

ON AVANCE OU ON RECULE ?

La question est d'importance. On gagne du terrain ou on en perd ? Il faut le savoir.

À certains égards, il faut presque dire, comme le chauffeur d'autobus quand je m'en allais au collège, avancez par en arrière ! C'est le cas, à tout le moins, pour les personnes âgées de 20 à 24 ans. Je le répète, 11,6 % de ces jeunes adultes québécois n'ont toujours pas de diplôme. Ce qui place le Québec au 9^e rang des provinces canadiennes, comme l'illustre le graphique 5. En 1992, nous étions au 7^e rang. Au-delà de la rectitude politique, j'appelle ça un recul. Et vous ?

Graphique 5

Le Québec est dans une position peu enviable

Classements 2008

Classement des pays de l'OCDE*

% de la population ayant obtenu l'équivalent d'un DES ou DEP** dans les délais prescrits

1	Allemagne
2	Grèce
3	Finlande
4	Corée
5	Japon
6	Norvège
7	Islande
8	République Tchèque
9	Suisse
10	Royaume-Uni
16	Canada
18	États-Unis
28	France

Classement des provinces canadiennes***

Taux de diplomation, population 20-24 ans

1	Colombie-Britannique
2	Ontario
3	Nouveau-Brunswick
4	Nouvelle-Écosse
5	Saskatchewan
6	Terre-Neuve-et-Labrador
7	Île-du-Prince-Édouard
8	Alberta
9	Québec
10	Manitoba

Le Québec a glissé du 7^e au 9^e rang canadien depuis 1992

* OECD Education Outlook 2008; données pour les années 2005-2006

** Diplôme d'études secondaires ou Diplôme d'études professionnelles

*** Statistique Canada, moyenne pour les années scolaires 2005-2006 à 2007-2008

Sources : Organisation de coopération et de développement économiques; Statistique Canada; McKinsey & Compagnie

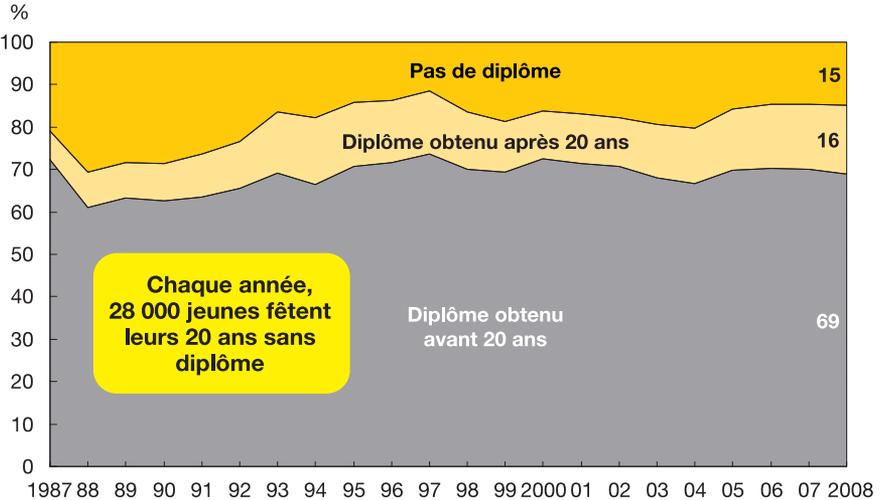
Dans ces conditions, je ne vois pas comment on peut parler du leadership du Québec dans l'ensemble du Canada. Et oui, j'ai entendu ça à la radio récemment ! Et pourtant, l'éducation des adultes est censée être une des grandes forces du Québec. Je dois probablement « manquer » quelque chose car pour moi, le leadership, ça s'exerce par en haut et non l'inverse.

Particulièrement chez les plus jeunes, chez ceux qui sont à l'âge des études secondaires. A-t-on réussi à faire bouger l'aiguille ? Le graphique 6 nous révèle, en un coup d'œil, l'état de la situation.

Graphique 6

Taux de diplomation avant 20 ans essentiellement inchangé en deux décennies

Taux de diplomation au secondaire*, population âgée de 16 ans et plus



* Diplôme d'études secondaires ou professionnelles

Sources : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; McKinsey & Compagnie

Toute langue de bois mise à part, après 20 ans de palabres et de réformes, d'une compétence transversale à l'autre, on en est encore au même point. Pourtant, la vie s'est terriblement complexifiée depuis deux décennies. Les exigences d'emplois se sont accrues. Le besoin de formation n'a jamais été aussi élevé. Mais notre pourcentage de diplômés à 20 ans stagne toujours...

ET AILLEURS DANS LE MONDE ?

Le graphique 5 révèle le rang qu'occupe le Canada parmi les pays de l'OCDE quant au taux d'obtention d'un diplôme d'études secondaires dans les délais prescrits: 16^e sur 30. Or, ce n'est pas la performance du Québec qui tire le Canada vers le haut dans ce domaine...

Par contre, il faut souligner, et deux fois plutôt qu'une, le fait que nos jeunes qui persévèrent à l'école se classent très bien aux épreuves internationales administrées par l'OCDE dans le cadre de son *Program for international Student Assessment* (PISA). L'enquête PISA 2007 a mesuré la performance de 400 000 élèves de 15 ans, choisis dans des échantillons représentatifs dans 57 pays (30 membres de l'OCDE, et 27 pays partenaires) représentant 87 % de l'économie mondiale.

Les épreuves portent sur les mathématiques, la lecture et les sciences. Le graphique 7 illustre le classement des élèves québécois à ces tests.

Bravo à nos jeunes pour l'obtention d'aussi bons résultats. S'il ne faut pas hésiter à dénoncer énergiquement le « manger mou » qu'on nous sert trop souvent, il faut célébrer fièrement nos succès lorsque c'est le cas. Le classement du Québec à ces tests internationaux démontre que notre système d'éducation fonctionne bien pour la plupart de nos jeunes qui sont encore à l'école au moment où les tests sont administrés. C'est là le hic... Tout le monde a bien hâte de voir les résultats des prochains

Graphique 7

Les jeunes qui persévèrent réussissent bien

Rang des pays de l'OCDE* aux tests PISA**, 2006

Mathématiques	Lecture	Science
1 Taipei	Corée	Finlande
2 Finlande	Finlande	Hong Kong
3 Hong-Kong	Hong Kong	Canada
4 Corée	Canada	Québec
Québec	Québec	Taipei
5 Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Estonie
6 Suisse	Irlande	Japon
7 Canada	Australie	Nouvelle-Zélande
8 Macao – Chine	Liechtenstein	Australie
9 Liechtenstein	Pologne	Pays-Bas
10 Japon	Pays-Bas	Corée
11 Nouvelle-Zélande	Suède	Liechtenstein
12 Belgique	Belgique	Slovénie
13 Australie	Estonie	Allemagne
14 Estonie	Suisse	Royaume-Uni
15 Danemark	Japon	République Tchèque
16 République Tchèque	Taipei	Suisse
17 Islande	Allemagne	Autriche
18 Autriche	Royaume-Uni	Macao – Chine
19 Allemagne	Danemark	Belgique
20 Slovénie	Slovénie	Irlande

* Organisation de coopération et de développement économiques

** Programme international pour le suivi des acquis des élèves

Sources : OCDE; McKinsey & Compagnie

tests qui, eux, seront administrés à notre première cohorte d'élèves qui sont passés par la Réforme. Mais n'anticipons pas !

L'idée maîtresse qui se dégage de ces comparaisons internationales, c'est que nous avons tout intérêt à nous concentrer sur nos 30 % de décrocheurs que l'école n'intéresse visiblement pas beaucoup. Je dis l'école. Mais je dois préciser que c'est toute la société qui est responsable du décrochage et non seulement l'école. Je l'ai dit au début, toute une série de facteurs mène au décrochage et l'école n'a aucune prise sur plusieurs de ces facteurs. Ils relèvent de la famille, du milieu social, du niveau socio-économique, de l'intérêt que toute la société québécoise accorde à l'éducation. Bien sûr, certains facteurs qui mènent au

décrochage relèvent aussi de l'école. C'est pourquoi il faut parler d'une responsabilité partagée par toute la société.

POURQUOI LE QUÉBÉCOIS N'EST-IL JAMAIS AUSSI BEAU QUE QUAND IL EST PETIT ?

Il faudrait aussi qu'on apprenne à valoriser le succès chez nous. Et pourquoi pas le célébrer quand on réussit ? Je connais bien l'expression « *Small Is Beautiful* » popularisée par E. F. Schumacher en 1973. Mais je crains qu'au Québec on n'ait pas encore tourné la page, même si le monde a bien changé depuis 35 ans. Mon amie Julie Snyder me rappelait récemment que le Québec doit être la seule province ou état en Amérique du Nord où on se complaît à se rapetisser. Juste à titre d'exemple, on nous invite à savourer notre fromage emblématique, le P'tit Québec. Un p'tit café avec ça, peut-être ? Et pourquoi pas avec un p'tit biscuit ? Je me demande si ailleurs, une marque qui mise sur un p'tit quelque chose fonctionnerait aussi bien que chez nous. On est bien dans notre terroir. Mais avouons qu'on tolère encore mal les têtes qui dépassent un peu trop. Ce n'est pas si grave qu'on se ramasse juste dans la moyenne. Pas loin du traditionnel : quand on est né pour un p'tit pain... Tiens, encore un p'tit quelque chose.

Décidément... J'espère que ce n'est pas le genre d'attitude qu'on inculque à nos jeunes à l'école. J'espère bien qu'on les pousse à se dépasser, à réussir et à célébrer leurs succès. Je suis un peu inquiet quand j'apprends qu'on fait tout pour éliminer toute espèce de confrontation ou d'émulation. Jusque dans le bulletin qui ne veut plus rien dire. Est-ce encore péché de travailler fort pour être meilleur que les autres ? Peut-être un lien avec le décrochage d'une partie des jeunes qui nous mentionnent qu'ils ne trouvent pas à l'école ce qui les motiverait à se « donner à fond » comme ils disent... Faudrait peut-être y penser. Un p'tit effort peut-être ?

PARTIE IV

DE BELLES INITIATIVES TROP PEU CONNUES CHEZ NOUS...

POURTANT...

Oui, pourtant... Des efforts inouïs, mais trop souvent méconnus, sont déployés partout au Québec afin de venir en aide aux jeunes qui sont tentés de quitter l'école prématurément. Des centaines, sinon des milliers de personnes dévouées y consacrent beaucoup d'efforts dans le cadre d'un grand nombre de projets.

Quelques mots sur certaines de ces initiatives pour aider nos jeunes au Québec, tout en ne prétendant absolument pas couvrir tout le terrain. Juste quelques exemples que je connais mieux que d'autres. Je suis convaincu que nous tenons là une base solide pour agir. Mon but ici n'est pas de décrire en détail ces initiatives. Cela est fait dans le rapport *Savoir pour pouvoir*. Je veux simplement exprimer quelques réflexions sur certaines initiatives, et peut-être, contribuer en ajoutant quelques pistes d'action. Rien de scientifique là-dedans. Plutôt des impressions... J'aimerais bien avoir vos réactions, si vous avez une ou deux minutes pour me les communiquer sur mon blogue.

Les chiffres démontrent qu'on n'a pas réussi à faire bouger l'aiguille, depuis 20 ans, en matière de décrochage. Je ne crois pas que ce soient les initiatives en cours qui sont à blâmer. Je suis persuadé qu'on fait beaucoup de choses correctement. Mais trop souvent, sans pouvoir y mettre toute l'intensité requise, sans que les personnes admirables qui s'en occupent ne disposent de moyens à la hauteur des besoins. Sans même que les organismes, très souvent populaires et communautaires, ne sachent si le maigre financement qu'on leur accorde tiendra encore longtemps. Quand le financement est toujours aléatoire au-delà des quelques mois qui viennent, on soustrait aux enfants un temps précieux de l'attention qu'ils requièrent pour préparer la prochaine demande. Ce n'est pas normal que des initiatives qui donnent des résultats

positifs dans le cadre de programmes spécifiques prennent fin abruptement parce que le budget n'a pas été renouvelé. Pourtant... ça arrive.

J'ai parlé avec des personnes qui consacrent leur vie à soutenir les enfants qui présentent un risque de décrochage, qui leur donnent un encadrement que plusieurs d'entre eux ne trouvent pas à la maison, qui jouent le rôle de facilitateur entre les familles et les multiples services auxquels elles doivent s'adresser, sans trop savoir comment. Je vous assure que ce n'est ni la générosité ni la compétence qui manque. Je crois qu'en soutenant mieux les personnes et les organismes engagés dans des actions reconnues, on aurait déjà fait un grand pas vers l'atteinte de nos objectifs.

SERVICES DE GARDE

Je l'ai dit et je le répète, le succès avec les enfants à risque dépend largement du moment où on intervient. Il faut le faire le plus tôt possible dans leur vie. À cet égard, les parents québécois font l'envie des autres Canadiens et des parents de bien d'autres pays à travers le monde. Nos services de garde à 7\$ constituent une initiative innovatrice qu'il faut apprécier à sa juste valeur. Nos enfants peuvent bénéficier, très jeunes, d'un encadrement professionnel. Notre programme de Centres de la petite enfance (CPE) remporte un grand succès. On manque encore de places, mais on va y arriver. Le gouvernement s'est engagé à accélérer la cadence.

Il faut être conscient que les pleines retombées de cet effort important ne se font pas encore sentir en termes d'obtention de diplômes. Le programme est bien jeune. Bientôt, la première vague des enfants qui sont passés par ce réseau arrivera à la fin du cours secondaire. Je suis persuadé que nous verrons déjà une différence. Quand je constate la compétence et le dévouement des gars et des filles qui s'occupent de nos

enfants, je ne peux qu'avoir confiance. J'ai demandé un jour à quelqu'un qui travaillait en garderie les raisons qui ont motivé son choix de carrière. Sa réponse m'est restée gravée dans le cœur : « Je ne connais aucun autre métier au monde où tu te fais dire - je t'aime - cent fois par jour ». Disponibilité, expertise et amour, voilà je pense, les ingrédients de la recette du succès avec les enfants. On sait qu'au moins le tiers des enfants dans les quartiers défavorisés n'ont pas ce qu'il faut pour réussir leur entrée à l'école. L'expansion de notre réseau de services de garde est porteur de grands espoirs pour eux.

Malheureusement, l'existence d'un réseau de garderies de qualité ne règle pas tout. On s'est rendu compte que les enfants des milieux défavorisés sont moins susceptibles de fréquenter les garderies que les autres. Pourquoi ? Pas si évident que ça. Ce qui ressort le plus souvent, c'est que certaines familles en milieux défavorisés éprouvent de la méfiance à l'égard des services publics pour de multiples raisons. Certains craindraient que leurs agissements soient jugés non orthodoxes par les « autorités ». D'autres voudraient éviter que leurs enfants fassent l'objet de comparaisons avec des enfants plus favorisés. D'autres encore ne voient pas l'utilité de « faire garder » leurs enfants alors qu'ils n'ont pas de travail et qu'ils sont à la maison toute la journée. D'autres encore n'osent pas affronter les exigences des milieux de garde parce qu'ils sont incapables d'y répondre, notamment les parents analphabètes.

Il va falloir creuser le sujet et trouver les moyens de convaincre ces parents de confier leurs enfants aux professionnels qui peuvent le mieux aider leurs enfants à se préparer pour réussir leur entrée à l'école. Les organismes populaires et communautaires peuvent certainement jouer un grand rôle à cet égard. Leurs relations sont souvent bien établies avec ces milieux, la confiance est déjà installée. On peut sou-

vent bâtir sur le résultat d'expériences positives. Pourquoi chercher à réinventer la roue au lieu de donner les moyens d'agir à ceux et celles qui ont déjà développé plusieurs des conditions de succès ?

FONDATION POUR LA PROMOTION DE LA PÉDIATRIE SOCIALE



Je vous ai parlé du docteur Gilles Julien à quelques reprises. C'est le fondateur de la Fondation pour la promotion de la pédiatrie sociale (FPPS). Il ne cesse de répéter qu'il faut absolument agir sur tout le continuum de vie des enfants, particulièrement chez les enfants à risque. Souvent, dès la naissance jusqu'à l'obtention du diplôme.

Gilles ne parle pas à travers son chapeau. Ce n'est certainement pas l'homme des grands discours non plus. Il passe ses grandes journées auprès des enfants, de leurs familles, des intervenants de toutes natures dans le domaine de la jeunesse. Il encourage, trouve des solutions aux problèmes, joue aussi bien sûr son rôle de médecin auprès des enfants. C'est tellement important la santé pour ces jeunes. C'est un des grands déterminants de la pauvreté qui, à son tour, est un facteur important de décrochage.

Il faut assister à une conversation entre lui et un de ces enfants pour sentir à quel point il se passe quelque chose. On dit que le lien de confiance entre ces jeunes et ceux qui veulent les aider est primordial. J'en ai vu de la confiance dans les yeux des enfants quand je lui ai rendu visite dans ses quartiers de prédilection, Hochela-Maisonnette et Côtes-des-Neiges. Confiance : voilà le mot clé dans toute initiative visant à aider les enfants à poursuivre leurs efforts, je dirais, malgré tout. Et la confiance, ça joue dans les deux sens. L'enfant auquel on fait confiance et qui le sent est capable de grandes réalisations. Comme les adultes d'ailleurs.

Sa fondation poursuit trois objectifs : soutenir les projets de pédiatrie sociale, encourager l'enseignement de la pédiatrie sociale auprès des jeunes médecins et des autres professionnels engagés auprès des enfants et diffuser cette approche le plus largement possible.

Son intervention dans Hochelaga-Maisonneuve vise les enfants de 0 à 12 ans et leur famille, grâce à un système de soins et de services ancré profondément dans le milieu. Ces services sont développés en lien étroit avec les réseaux communautaires et publics du milieu. Il a établi une tête de pont pour cette action. Ça s'appelle Assistance aux enfants en difficulté.

Dans Côte-des-Neiges, les enfants ont un accès complet et adapté à leurs besoins à des services préventifs et à des activités de renforcement. La clé : une approche globale, en réseau et en lien direct et soutenu avec les familles, d'une part, et les organismes du milieu, d'autre part.

La tâche est importante et difficile. Il s'agit de fournir à ces enfants les outils qui leur permettront de répondre à leur entrée à l'école aux mêmes exigences que les autres. Même système, même école, mêmes exigences. Pourtant... Plusieurs de ces enfants vivent dans une réalité toute autre. Parfois, leurs parents n'ont jamais franchi les limites de leur quartier ou celles de la ville de Montréal durant toute leur existence. C'est un fait de leur vie, rien d'autre. Personne n'est de mauvaise foi là-dedans. À quelques stations de métro du centre-ville, vous descendez sur une autre planète. Les enfants qui y vivent ne pourront compter que sur les images qui défilent sur l'écran de la télévision pour s'aguerrir avant d'entrer à l'école. Comment voulez-vous que ces familles arrivent à se frayer un chemin, sans aide, vers les services dont elles ont grand besoin ? C'est là où le docteur Julien et son équipe

interviennent. Ils connaissent les milieux, ils connaissent les organismes, ils inspirent confiance parce que leur passé est garant des gestes qu'ils poseront.

Une telle initiative se passe sur le terrain, à tous les jours. C'est une aide directe à des enfants qui n'auraient pas autrement beaucoup de chances de grandir en santé et, encore moins, d'obtenir un jour un diplôme. C'est un moyen efficace de rescaper des enfants dont un grand nombre passerait autrement entre les mailles du filet officiel. Des enfants qui sont aussi nos enfants.

Je parle du docteur Julien parce que je le connais et que j'ai constaté son action dans ces quartiers. Je suis certain que d'autres docteurs Julien sont à l'œuvre au Québec. Dépêchons-nous de multiplier ces formes d'aide fondamentale aux enfants particulièrement à risque. Pas besoin de grandes études et de plans quinquennaux. On n'a pas le temps. Le modèle est créé et on l'améliore constamment. Faisons confiance en notre capacité de multiplier de telles actions. Cloner le docteur Julien ? Faudrait peut-être y penser... Bravo Gilles et aux gens qui travaillent avec toi. Une belle illustration qu'au-delà des chiffres, la lutte au décrochage, c'est une affaire de cœur !

1,2,3 GO



Une autre initiative intéressante: les Centres 1,2,3 GO. C'est un programme auquel j'ai été associé dès son lancement, il y a déjà près d'une quinzaine d'années. Centraide en a été un des organismes fondateurs et soutient ces centres depuis le début, avec d'autres partenaires. Une autre initiative solidement ancrée dans la communauté et qui a largement fait ses preuves. Puisque je parle de l'action de Centraide dans ce

domaine, je tiens à mentionner que cet organisme soutient une douzaine d'initiatives et de programmes reliés directement ou indirectement au décrochage. Entre autres: la *Maison de Jonathan* à Longueuil, qui s'occupe de jeunes décrocheurs de 12 à 17 ans; l'*Ancre des jeunes* à Verdun, dont les services s'adressent à des jeunes qui sont sur le point de décrocher ou qui ont effectivement abandonné leurs études; *Je passe partout*, qui travaille avec les jeunes du primaire dans Hochelaga-Maisonneuve; le *Carrefour des 6-12*, à Pierrefonds, dont les interventions à la maison constituent une des caractéristiques. Et il y en a bien d'autres.

Je reviens aux Centres 1,2,3 GO. Ces centres ont pour mission de promouvoir et de soutenir la mobilisation des communautés autour du développement de leurs enfants. Pourquoi encore la communauté? Parce que c'est le milieu de vie de l'enfant. Pour tous les enfants, c'est là que tout commence, pour un trop grand nombre encore, c'est là aussi que tout finit. C'est donc sur ce terrain qu'il faut absolument mener l'action. Pas dans les tours à bureaux... D'ailleurs, 1,2,3 GO intervient dès le plus jeune âge des enfants.

Là encore, les parents sont mis à contribution systématiquement. Les centres les aident à contribuer activement et efficacement au développement de leurs enfants. À poser les bons gestes, à encourager, à soutenir leurs enfants. Tellement important, le rôle des parents dans cette bataille contre le décrochage... Et est-il nécessaire de rappeler que tous les parents du monde souhaitent que leurs enfants réussissent.

Ici, on met l'accent sur l'innovation sociale et la diffusion des connaissances. Souvent, il s'agit simplement de regrouper les partenaires naturels au sein d'une organisation structurée et de contribuer à mettre en place une coordination professionnelle.

Ça vous étonne de voir l'organisme Centraide engagé dans la lutte au décrochage par l'intermédiaire des Centres 1,2,3 GO? Il faut pourtant réaliser que Centraide, c'est un engagement dans les différents milieux au moyen des organismes les plus aptes à faire le travail efficacement. Encore une fois, ce sont souvent les organisations populaires et communautaires qui sont les mieux placées pour atteindre les gens qui ont besoin d'aide, pour mobiliser les ressources et pour redonner confiance aux gens. Encore la confiance! Et bien, oui!

Un exemple d'intervention tout à fait pertinente: l'Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais. Il s'agit d'une enquête menée auprès des enfants, avec d'autres organismes et le gouvernement du Canada. Le but, c'est de mieux comprendre leurs besoins réels afin de mieux adapter les interventions sur le terrain. *Comprendre la petite enfance* propose aux intervenants concernés un soutien pour une meilleure compréhension des résultats de l'étude et pour l'élaboration d'une stratégie pour améliorer la situation.

Une autre initiative qu'on pourrait étendre progressivement à d'autres milieux au Québec. C'est parti. Il ne faut surtout pas nous arrêter.



80, RUELLE DE L'AVENIR

Ce projet est tout neuf. J'en suis particulièrement fier parce que BMO Groupe financier en est un des partenaires avec Gaz Metro et d'autres, notamment Radio-Canada, Projet 80 du docteur Julien, la Commission scolaire de Montréal, l'école Garneau, CGI et l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.

Une autre belle initiative très « terrain ». Il s'agit d'une intervention globale auprès de l'enfant et de sa famille dans l'un des quartiers les plus défavorisés de Montréal. Dans ce cas-ci, on veut offrir au jeune un lieu d'apprentissage ludique où il développera ses connaissances, ses compétences et ses habiletés, au fil des rencontres et des expériences qu'on l'invite à y vivre.

Comment on va faire ça ? On a créé d'abord un aménagement sur mesure. C'est tellement important l'environnement au sein duquel l'enfant évolue. Particulièrement lorsque l'enfant passe sa vie dans un quartier défavorisé comme celui où est située l'école Garneau à Montréal. On a d'abord aménagé dans une annexe de cette école des ateliers thématiques. Quel genre d'ateliers thématiques ? Une cuisine laboratoire, une salle de botanique, un centre multimédia, un atelier de sciences, etc. Le toit de l'école a été transformé en terrasse : la *Place de l'avenir*. Il va y avoir un jardin et un potager pour accueillir les enfants et leurs parents. On a fait du gymnase, entièrement rénové, un carrefour pour l'activité physique et sportive, bien sûr, mais aussi un lieu pour favoriser l'expression culturelle et artistique. La cour d'école est devenue un lieu de loisirs et de rencontres familiales.

L'ensemble constitue un véritable modèle de concertation au sein même du milieu. C'est « chez eux », comme on dit, plutôt qu'un endroit gris et délabré qui n'offre pas grand-chose pour attirer les enfants et leur famille. Cette *Place de l'avenir* sert aussi aux enfants des quatre écoles avoisinantes qui y ont accès.

Pourquoi tout cela ? Un but : faire aimer l'école aux enfants. Aussi, que les parents s'y sentent à l'aise et bien accueillis. Un véritable lieu de solidarité où la persévérance et la réussite scolaires des enfants sont hautement considérées. Ça va être plus facile d'y développer de saines habitudes de vie. On va aussi pouvoir plus facilement aider les parents

à encadrer efficacement les efforts de leurs enfants.

Le projet mise fondamentalement sur l'enfant, sa famille, sa communauté. On veut créer des affinités chez les enfants avec des milieux de vie qu'ils ne connaissent pas. On leur donne accès à des expériences qu'ils ne pourraient même pas imaginer autrement. Qui sait si la cuisine laboratoire, la salle de botanique, le centre multimédia, l'atelier de sciences ne seront pas à l'origine de carrières qui n'auraient jamais vu le jour autrement? C'est ce qu'on souhaite de tout cœur.

CRÉPAS



Le Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire au Saguenay-Lac-St-Jean (CRÉPAS) est, en quelque sorte, à l'origine de l'initiative du Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires. C'est suite à une rencontre avec le professeur Michel Perron, chercheur émérite dans plusieurs institutions universitaires et collégiales et fondateur du CRÉPAS, que j'ai établi le contact entre lui et la firme McKinsey qui a fait un magnifique travail pour développer bénévolement un modèle inspiré des meilleures pratiques pour soutenir la persévérance et la réussite scolaires. J'en ai parlé un peu dans le texte d'introduction de ce document.

La mobilisation des forces vives du milieu est le fondement même de l'approche du CRÉPAS. Je vous entends dire: encore la communauté! Vous avez bien raison. Tout est là. Le CRÉPAS, avec ses partenaires, a réussi à provoquer un véritable changement social pour contrer le décrochage. On a travaillé très fort pour faire comprendre aux gens que la lutte au décrochage est l'affaire de toute la communauté.

Le jeune et son milieu partagent la responsabilité de sa persévérance et de sa réussite scolaires. Mais attention ! Le jeune doit demeurer au centre de la démarche. Le jeune, bien appuyé par toute sa communauté. L'abandon d'un jeune devient alors l'échec de toute sa communauté. Ça vaut aussi pour le partage de chaque succès qu'il ne faut pas manquer de célébrer.

La recherche scientifique à la base de toute l'opération, est une des caractéristiques de l'approche du CRÉPAS. Une recherche de très grande qualité qui porte sur les habitudes de vie des jeunes. C'est la seule façon de déterminer avec précision les causes du décrochage de ces jeunes, spécifiquement, puisque chaque région, chaque quartier dans les villes présente des particularités propres.

Le succès est étroitement lié à la qualité de cette recherche. Aussi, le CRÉPAS est-il appuyé solidement par un groupe de recherche (ÉCOBES – Étude des conditions de vie et des besoins de la population) rattaché au Cégep de Jonquière et dont la recherche sur les conditions de vie et des besoins de la population constitue la mission première. Michel Perron est un des chercheurs de ÉCOBES. À partir d'une recherche de grande qualité, il appartient à chaque milieu de développer des approches bien adaptées aux besoins de ses enfants.

Outre la mobilisation générale de toute la communauté et la grande qualité de la recherche sur les habitudes de vie des jeunes, les succès du CRÉPAS sont étroitement reliés à la constance et à la régularité des suivis effectués auprès des jeunes et de leur famille. Lorsqu'un jeune est aux prises avec plusieurs symptômes qui peuvent le mener au décrochage, les suivis sont essentiels jusqu'à l'obtention de son diplôme. Lorsque survient un moment de crise ou des circonstances propices au décrochage, si on l'a laissé seul, sans soutien, le risque de

voir s'envoler en fumée tous les efforts déployés auparavant est très élevé. Un effort constant de sensibilisation, de promotion et des mesures d'encadrement est nécessaire sur une base continue. Comme on dit dans la région : chaque jeune a besoin d'encouragement et de soutien, chaque jour.

Les succès du CRÉPAS ne sont pas le fruit du hasard. Ils découlent d'un engagement exceptionnel de toute la communauté dans le soutien qu'elle accorde à ses jeunes. Une telle mobilisation ne se concrétise pas du jour au lendemain. Comme dans n'importe quel domaine, la mobilisation est le résultat du travail d'une équipe compétente et dévouée. Elle est aussi, dans la plupart des cas, le fruit de l'engagement d'un « porteur de ballon » habile et convaincu. C'est ce qui fait la force de l'équipe du CRÉPAS qui a réussi à convaincre toute la région que la persévérance et la réussite scolaires sont des questions de fierté. Mais aussi, des conditions essentielles à la réussite économique et au maintien d'un niveau de vie viable. Dans le cas du CRÉPAS, ce porteur de ballon, c'est le docteur Michel Perron qui est l'instigateur et l'âme de cette équipe extraordinaire. Bravo Michel et bravo à toute ton équipe !

QUI A DIT QU'IL NE SE PASSE RIEN AU QUÉBEC EN MATIÈRE DE DÉCROCHAGE ?

Les initiatives que je viens de citer ne sont que quelques exemples parmi bien d'autres. Des efforts généralement locaux, souvent soutenus à bout de bras par des gens dont les seuls véritables moyens résident dans leur générosité et leur bonne volonté. L'engagement peut faire beaucoup, surtout quand on travaille avec des enfants. Mais, ça ne remplace pas un minimum de pérennité dans le financement, ainsi qu'un encadrement souple et compétent qui laisse à chacun les marges de manœuvre nécessaires pour adapter son action à sa clientèle particulière.

S'il existe un « modèle québécois » en matière de soutien à la persévérance et à la réussite scolaires, je pense que je viens d'en illustrer les grandes lignes.

D'abord, vous l'avez deviné, toutes ces initiatives émanent du niveau local. Le point de départ est toujours le milieu dans lequel l'enfant naît, grandit, étudie. Les actions sont basées d'abord sur l'enfant lui-même, sa famille et son milieu. C'est autour de ce noyau que s'articulent les efforts des différents intervenants dont les actions sont étroitement coordonnées.

Pas de succès sans une attention particulière portée au milieu familial de l'enfant. C'est son milieu premier. C'est le terreau qu'il faut nourrir afin que l'enfant grandisse bien, qu'il soit en bonne santé, intéressé par ses études.

On travaille sur tout le continuum de vie de l'enfant. Particulièrement dans les milieux défavorisés, dès sa naissance. On ne lâche jamais. Même quand tout à l'air de baigner dans l'huile. Les facteurs de décrochage sont toujours présents chez les enfants à risque. Il suffit d'un moment d'inattention et on risque de perdre un jeune. Donc, une présence et un encadrement continus.

Dans plusieurs cas, on essaie d'échanger et de diffuser les connaissances acquises avec les responsables des différentes initiatives. C'est la seule façon de multiplier les succès, d'apprendre et d'aider les autres à apprendre des expériences de chacun. Un aspect qu'il va falloir améliorer. Mais, ça prend des moyens...

De façon générale, la mesure et l'évaluation ne font pas encore vraiment partie de nos mœurs. Mais est-ce là une lacune propre aux initiatives en matière de décrochage scolaire? Au Québec, on n'a pas

beaucoup développé l'habitude de mesurer et d'évaluer systématiquement ce qu'on fait. Il va falloir y penser parce que là aussi, c'est une des conditions essentielles si on veut améliorer nos façons de faire et corriger le tir au besoin. Comme le disait Albert Einstein, le comble de l'absurdité, c'est de répéter les mêmes choses constamment et de s'attendre à des résultats différents. C'est ce qui arrive quand on ne mesure pas ce qu'on fait. C'est vrai dans nos vies personnelles comme dans nos initiatives collectives.

PARTIE V

DES LEÇONS À TIRER DE L'EXPÉRIENCE DE NOS VOISINS

DES HISTOIRES À SUCCÈS BIEN DOCUMENTÉES

Certaines initiatives en cours ailleurs au Canada et aux États-Unis peuvent inspirer nos efforts pour lutter contre le décrochage scolaire. D'autant plus que dans plusieurs de ces cas, nous disposons d'une documentation abondante et d'un suivi rigoureux, tant au plan des résultats obtenus que des coûts de ces programmes. Ce qui ne veut pas dire qu'il faille nécessairement importer un des ces « modèles », tel quel chez nous. J'ai déjà expliqué pourquoi.

Je ne décrirai pas ces initiatives en détail, c'est très bien fait dans le rapport *Savoir pour pouvoir*. Je veux tout simplement vous donner quelques exemples. Je veux surtout vous donner une idée des grands principes qui sont à la base de ces succès particulièrement bien documentés.

HIGH/SCOPE PERRY PRESCHOOL PROGRAM HIGH/SCOPE

Il s'agit d'un programme conçu à l'Université du Michigan au cours des années 1960 et qui vise à favoriser le développement cognitif et social des enfants de 3-4 ans vivant en milieu défavorisé. Le programme est maintenant implanté dans plusieurs états américains ainsi que dans plusieurs pays, notamment au Royaume-Uni, en Irlande, au Mexique, aux Pays-Bas, en Afrique du Sud, à Singapour, en Corée, en Indonésie.

Sans que toute la démarche soit identique, certains parallèles existent entre ce programme et nos services de garde au Québec.

Les enfants font l'objet d'une intervention intense, environ 2,5 heures par jour, cinq jours par semaine. Le programme dure deux ans. Une visite hebdomadaire à domicile est prévue pendant toute la durée du programme. Vous voyez, on travaille de très près avec le milieu familial. C'est primordial. Fait intéressant, le ratio est d'un éducateur par groupe de 5,7 enfants. Les éducateurs reçoivent une formation sur mesure,

notamment dans le domaine de l'interaction adulte-enfant, sur la façon de disposer le local de façon optimale, sur le type de matériel offrant les meilleures possibilités ainsi que sur l'établissement des routines quotidiennes les plus compatibles avec le développement de ces enfants. On travaille particulièrement sur les approches de développement de l'apprentissage, l'éveil à la lecture, le langage et la communication, le développement social et affectif, la santé et le bien-être, les arts et les sciences. Tout cela, bien sûr, sans perdre de vue qu'on a affaire à des enfants de 3-4 ans.

La mesure, l'évaluation et la documentation des différentes initiatives font partie intégrante du programme.

CHECK & CONNECT



Check & Connect est un programme mis sur pied en 1990 par l'Université du Minnesota, en partenariat avec les écoles publiques de Minneapolis. Les responsables du programme identifient d'abord les jeunes à risque au secondaire et leur apportent une aide individuelle adaptée à leurs besoins spécifiques. Le but : aider ces jeunes à persévérer dans leurs études jusqu'à l'obtention de leur diplôme d'études secondaires.

Toute l'approche est fondée sur une recherche rigoureuse et une collaboration étroite entre des chercheurs, des intervenants à l'école, le jeune et ses parents.

Les jeunes ciblés font l'objet d'un contrôle quotidien des facteurs de risque menant à l'abandon scolaire. Par exemple : l'absentéisme, les retards, les échecs, les problèmes de comportement, etc. On ne laisse rien au hasard. On suit le jeune, on l'encadre, on fait montre de compréhension, mais sans aucune complaisance.

Un conseiller suit de très près l'étudiant inscrit au programme. Ce conseiller joue un rôle clé dans toute l'opération. Il devient en quelque sorte le mentor du jeune, son « coach » et le coordonnateur des services dont il a besoin. Le succès de l'opération repose sur la qualité de la relation entre le jeune et son conseiller. L'établissement d'un solide lien de confiance entre ces deux personnes est à la base même de toute la démarche. Cette relation privilégiée s'étend au moins sur deux années.

Encore là, les résultats sont rigoureusement documentés et ils sont concluants, comme en témoigne le graphique 8.

PATHWAYS TO EDUCATION



Pathways to Education a été implanté, en 2001, dans le secteur Regent Park à Toronto, un des quartiers les plus défavorisés de la ville Reine, à forte densité de population multiethnique. Fait très important, Regent Park ne compte aucune école secondaire pour desservir ses enfants.

L'approche de Pathways est fondée sur l'engagement de l'étudiant et de ses parents et une collaboration étroite entre eux, les intervenants à l'école et ceux de la communauté. Le programme fournit un soutien individuel intense et à multiples dimensions, tout à fait adapté aux besoins spécifiques de chaque jeune et de son milieu familial et social. La presque totalité des enfants de Regent Park (95 %) participent au programme.

L'étudiant et ses parents signent un contrat dans lequel ils s'engagent à respecter les conditions de participation pour les cinq années que dure le programme.

L'étudiant bénéficie d'un conseiller qui joue le rôle de « coach », de mentor et surtout de personne de confiance. L'enfant peut compter

sur un service d'aide aux devoirs, en groupe, deux fois par semaine. Une fois par semaine, il a accès à un service de mentorat où il apprend à mieux se connaître, à mieux gérer ses enjeux personnels et à prendre des risques bien calculés. Ces rencontres aux niveaux 11^e et 12^e années permettent aussi l'exploration de métiers et de professions, ce qui contribue grandement à soutenir la motivation du jeune vers l'atteinte de son but: obtenir son diplôme d'études secondaires. De plus, une aide financière lui est accordée pour défrayer le coût de son transport à l'école et des fournitures scolaires dont il a besoin. Enfin, lorsqu'il obtient son diplôme, il peut obtenir une bourse pouvant atteindre 4 000 \$ pour l'aider à s'inscrire à des études supérieures, si tel est son désir.

Pathways coûte « cher », mais les effets du programme sont spectaculaires. Le graphique 8 fait état des différentes dimensions de Pathways, de son coût et de ses résultats qui, soit dit en passant, se comparent maintenant aux taux de diplomation des quartiers les mieux nantis de Toronto! Le gouvernement ontarien a trouvé que l'expérience est tellement intéressante qu'il a investi des ressources importantes dans le projet.

J'observe aussi dans Pathways plusieurs points qui pourraient inspirer nos efforts au Québec dans ce domaine. D'ailleurs, ce programme est en voie d'être implanté chez nous, notamment à Verdun, sous la direction de Pierre Côté, président-directeur général de Toujours ensemble. Pierre était membre de notre Groupe d'action. Le programme est financé notamment par la Fondation Roasters de la famille Richard J. Renaud et d'autres partenaires, comme Centraide, par exemple.



CAREER ACADEMIES

Career Academies, un autre programme qui ne date pas d'hier. Vers la fin des années 1960, la région de Philadelphie était aux prises avec une montée inquiétante de la violence, de la pauvreté et du chômage chez les jeunes. Les entreprises de la région éprouvaient de plus en plus de difficultés à recruter des employés compétents dans plusieurs domaines. Des gens d'affaires visionnaires ont mis sur pied un projet afin de motiver les jeunes à poursuivre leurs études.

Trois éléments clés. Adapter le curriculum pour établir un meilleur lien entre les matières académiques et les activités du marché du travail local. Faciliter et multiplier les stages en milieu de travail. Établir des communautés d'apprentissage en assurant la stabilité au sein des groupes d'élèves et de leurs enseignants pour la durée du programme, c'est-à-dire de 2 à 4 ans.

La formule connaît un tel succès qu'on retrouve maintenant des Career Academies dans plus de 2 000 écoles aux États-Unis. Plusieurs pays ont aussi adopté cette approche.

DES POINTS COMMUNS AUX INITIATIVES À SUCCÈS

Que ce soit au Québec ou ailleurs, les initiatives à succès présentent des points communs que nous avons tout intérêt à bien identifier afin de bénéficier au maximum de nos expériences et de celles des autres.

Chose certaine, tant ici qu'ailleurs au Canada ou à l'étranger, les initiatives qui ont connu le plus de succès sont issues de la communauté, elles sont dirigées avec rigueur par des leaders passionnés et respectés

dans leur communauté, des leaders qui agissent avec souplesse et qui sont capables d'adapter les modèles aux particularités de chaque milieu et aux besoins des jeunes avec lesquels ils travaillent.

Comme dans le domaine du sport, même le porteur de ballon vedette ne peut rien sans une équipe de qualité qui l'entoure et qui l'appuie. De la même façon, les initiatives qui remportent du succès sont habituellement développées en partenariat entre la communauté, les services publics, la société civile et les milieux d'affaires.

Les initiatives qui fonctionnent bien sont celles qui partent du jeune et non d'une structure conçue dans l'abstrait. C'est la seule façon de commencer la démarche en prenant en compte ses intérêts, ses problèmes, ses caractéristiques. Si on veut infléchir les facteurs de risques, accompagner le jeune, c'est là une condition essentielle. C'est le jeune qui est le point de départ et le centre de toute démarche vouée au succès. Une autre condition: agir dès la petite enfance, le plus tôt possible.

Combien d'initiatives qui semblaient pourtant très bien engagées ont été freinées en chemin à cause d'un financement trop faible. Le soutien financier doit être suffisant pour assurer au jeune et à sa famille les conditions requises pour réussir à l'école. On verra un peu plus loin l'ordre de grandeur des besoins financiers nécessaires selon le type de programme choisi. Tous les programmes ne coûtent pas le même prix, mais tous les programmes ne donnent pas les mêmes résultats non plus.

Enfin, les initiatives à succès dont je viens de parler ont toutes une autre caractéristique importante en commun: un processus rigoureux de mesure et d'évaluation des approches et des résultats. Comment savoir s'il faut modifier la trajectoire en cours de route et quelles orientations adopter si on ne mesure rien. J'ai déjà dit que les initiatives

québécoises pèchent un peu à cet égard. Peut-être une question de ressources? Il faudra chercher et trouver.

Le graphique 8 synthétise le niveau de déploiement, l'âge des jeunes ciblés, le coût cumulatif par jeune et l'ordre de grandeur de la diminution du décrochage obtenu pour chacun des programmes dont je viens de parler.

Graphique 8

Initiatives réussies analysées

	Déploiement	Tranche d'âge ciblée	Coût cumulatif par jeune	Diminution du décrochage Écart en %
	Déployé à grande échelle	3 - 4 ans	12 356 \$ pour 1 - 2 ans	38
	Reproduit	11 - 15 ans	5 000-7 500 \$ pour 5 ans	33
	En début de reproduction	13 - 17 ans	15 000-20 000 \$ pour 5 ans	86
	Déployé à grande échelle	13 - 17 ans	1 500-3 000 \$ pour 5 ans	34

Source : McKinsey & Compagnie

PARTIE VI

LE PLAN DE MATCH

UN OBJECTIF RÉALISTE

« Il n’y a pas de vent favorable pour le bateau qui ne connaît pas son port... ». On attribue à Sénèque cette citation que j’aime bien. Inutile de déclencher le branle-bas de combat si on n’a pas pris soin de fixer un objectif clair, réaliste et connu de tous.

NOTRE OBJECTIF :

Que d’ici 2020, plus de 80 % des jeunes Québécoises et Québécois célèbrent leur 20^e anniversaire de naissance avec leur diplôme secondaire ou l’équivalent.

Passer de 69 % à 80 % de taux de diplomation ne se fera pas tout seul. Je ne crois pas beaucoup à la pensée magique. Particulièrement quand ça fait plus de 20 ans que malgré tous les efforts déployés, on ne soit pas encore arrivé à faire bouger l’aiguille. Me faire raconter qu’on serait les champions du raccrochage ne m’émeut guère.

Pour atteindre l’objectif, ça prend un plan de match. On en a développé un. On s’est inspiré de ce qui se fait de meilleur ailleurs et de nos bons coups au Québec.

Ambitieux, dites-vous? Pas tant que ça. L'Ontario vient tout juste d'annoncer, avec une fierté que je comprends très bien, que leur taux de diplomation vient d'atteindre 77 %, alors qu'il était de 68 % il y a cinq ans à peine. Comment a-t-on réussi un pareil tour de force? En travaillant fort, de façon structurée, en plaçant l'éducation parmi les grandes priorités. Des centaines de projets ont jailli des communautés. Plusieurs de ces projets regroupent les caractéristiques dont je viens de parler.

Le gouvernement ontarien a pris la chose très au sérieux en investissant des sommes importantes dans plusieurs projets, un financement suffisant, soutenu et prévisible. Autre chose aussi. Le gouvernement ontarien a haussé l'âge de la fréquentation scolaire obligatoire à 18 ans (16 ans au Québec) et il a mis en application une série de mesures pour faire pression sur les jeunes. Par exemple, des conditions attachées à l'octroi d'un permis de conduire avant 18 ans si le jeune ne se conforme pas à certaines obligations en matière scolaire. Y a-t-il quelque chose de plus important que de « chauffer un char » à cet âge-là? La carotte et le bâton? Et bien oui. C'est souvent les bonnes vieilles méthodes qui produisent les meilleurs résultats. L'Ontario vient de le démontrer en matière de lutte au décrochage. Ils ont déjà presque atteint l'objectif que nous nous fixons pour 2020. N'allez pas me dire que nous sommes trop ambitieux! Parce qu'il ne faut surtout pas croire que les autres vont s'asseoir sur leurs lauriers et attendre bien sagement que nous les rejoignons. Eux aussi vont continuer à tout faire pour améliorer leurs performances.

Il ne faut pas exclure une réévaluation de notre objectif en cours de route. Peut-être hausser cet objectif de 80 % à 85 % éventuellement. Mais pour l'instant, quand ça fait deux décennies qu'on n'est pas arrivé

à faire bouger l'aiguille et qu'on reste collé à des taux de diplomation qui avoisinent les 70 %, il faut quand même demeurer réaliste. Quand 80 % de nos jeunes fêteront leur 20^e anniversaire avec leur diplôme, on pourra commencer à célébrer.

Vous savez quoi ? Même si le Québec se classait dans la bonne moyenne canadienne en matière de décrochage, nous serions moins performants que les autres. Pourquoi ? À cause des différences entre notre système d'éducation et celui des autres provinces. Il ne faut jamais oublier que dans les autres provinces, les jeunes ont un an de plus de scolarité à effectuer avant d'obtenir un diplôme équivalent à notre diplôme d'études secondaires. Donc, ils doivent persévérer un an de plus pour obtenir leur diplôme. Pour être aussi bons que les autres, il faudrait donc que nos statistiques soient encore meilleures que les leurs !

Est-il nécessaire de rappeler qu'au plan canadien, le Québec est passé du 7^e au 9^e rang depuis le début des années 90 pour l'obtention d'un diplôme d'études secondaires, chez les 20-24 ans, et ce, malgré le fait qu'il faille un an de moins au Québec que dans les autres provinces pour obtenir ce diplôme ?

L'ordre de présentation des suggestions qui suivent est un peu différent de celui retenu dans le rapport du Groupe d'action. Dans ce document-ci, j'ai opté pour mettre en évidence, en tout premier lieu, les interventions visant les enfants dès leur plus jeune âge, particulièrement dans le cas des enfants à risque. La séquence des suggestions suit grosso modo le continuum de vie des jeunes. Enfin, les questions relatives aux structures ferment la marche. C'est un choix. L'enfant d'abord, les structures ensuite.

UN PRÉALABLE INDISPENSABLE

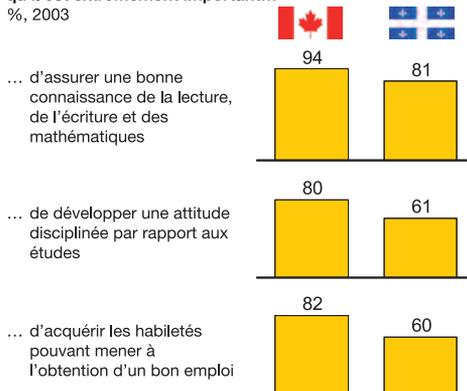
Les Québécois sont sortis de la Grande noirceur et ont accédé à la modernité grâce à un effort considérable dans le domaine de l'éducation. Cet effort a commencé au début des années 1960 et s'est poursuivi au cours des décennies qui ont suivi. L'accessibilité à l'école, au collège et à l'université a été accrue de façon très importante dans toutes les régions du Québec. Les résultats n'ont pas tardé. Nous avons collectivement eu accès à des emplois plus intéressants et mieux rémunérés, nous avons élargi nos horizons, nous avons développé des champions mondiaux dans une foule de domaines, que ce soit en recherche, dans les affaires, dans le domaine de la culture ou de toute autre sphère d'activité. L'éducation a été notre planche de salut, notre tremplin vers le succès.

Or, il semble que, malgré cette expérience pourtant convaincante, l'éducation soit moins valorisée au Québec qu'ailleurs au Canada, comme en fait foi le graphique 9.

Graphique 9

L'éducation est moins valorisée au Québec qu'ailleurs au Canada

Proportion de la population sondée qui considère qu'il est extrêmement important...
%, 2003



Source : Gervais, M. L'éducation : l'avenir du Québec, 2005; McKinsey & Compagnie

C'est connu, les jeunes sont, de bien des façons, le reflet de la société dans laquelle ils vivent. Il me semble évident que la faible valorisation que reçoit l'éducation au Québec constitue un des déterminants du décrochage scolaire. Que ce soit dans son milieu familial, dans sa collectivité ou même dans la société dans laquelle il se développe, le jeune perçoit des messages qui influencent ses décisions, même s'il prétend parfois le contraire. L'école ne fait pas exception. Comment motiver le jeune à poursuivre ses efforts pour obtenir son diplôme si son entourage valorise peu l'éducation ?

Il me semble qu'un nouvel effort de mobilisation s'impose, à l'échelle du Québec, pour convaincre à nouveau les Québécois de l'importance de l'éducation. Nous sommes tous interpellés. Il n'y a pas que le gouvernement et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport en cause là-dedans. Il faut que nous mettions tous l'épaule à la roue. Que ce soit le monde des affaires, le milieu artistique ou les regroupements de jeunes, nous avons tous un rôle à jouer dans cet effort pour redonner à l'éducation la place qu'elle doit occuper chez nous.

Dans le domaine que je connais le mieux, celui des affaires, je pense notamment aux entreprises qui embauchent des jeunes pendant leurs études. D'abord, il me semble qu'il faut certainement éviter d'offrir des emplois à temps plein à des étudiants qui n'ont pas encore obtenu leur diplôme, sous prétexte qu'on a besoin de main-d'œuvre. Je sais que dans certaines régions, cela se fait allègrement. Il faudrait à tout le moins que les entreprises qui embauchent des étudiants s'engagent à faciliter la poursuite de leurs études jusqu'à l'obtention de leur diplôme. Il faut éviter aussi d'imposer des horaires de travail déraisonnables à des étudiants qui travaillent à temps partiel. Il faut tenir compte des périodes intensives d'examens et de remise de travaux.

En somme, il faut inciter les jeunes à accorder toute l'importance que mérite leur réussite scolaire.

Bref, lancer un message de valorisation des études plutôt que l'inverse. Ce serait un bon début.

UNE SÉRIE D' ACTIONS POUR CONTRER LES DÉTERMINANTS DU DÉCROCHAGE

Les causes du décrochage sont multiples. Les actions pour soutenir la persévérance scolaire doivent l'être aussi. Ces actions doivent s'étendre sur tout le continuum de vie des enfants, particulièrement dans le cas des enfants à risque. Je me répète. Je le sais ! Mais, c'est tellement important.

Je présente ici un aperçu de certaines des actions contenues dans le rapport *Savoir pour pouvoir*, en suivant dans la mesure du possible le déroulement de la vie du jeune et en précisant, autant que faire se peut, qui fait quoi. J'ai ajouté des actions à celles contenues dans le rapport. Des pistes qui me semblent porteuses. Je dis quelques mots d'un projet visant à susciter la plus grande mobilisation possible en faveur du soutien à la persévérance scolaire dans toutes les régions du Québec. J'aborderai la question des coûts dans la dernière partie de ce document.

AIDER LES PARENTS À SOUTENIR LES EFFORTS DE LEURS ENFANTS

J'ai déjà dit, en référence à la lettre de madame Maryse Perreault, présidente-directrice générale de la Fondation pour l'alphabétisation, qu'il faut aider les parents analphabètes à acquérir une compétence suffisante en lecture afin qu'ils puissent aider leurs enfants à l'école. J'ai déjà expliqué le but de la démarche. Il faut les amener aussi à se réconcilier avec l'apprentissage qui évoque pour eux, dans bien des cas,

des souvenirs négatifs, allant de l'échec au rejet. Pas facile, à faire, je le sais. Mais néanmoins indispensable.

QUI FAIT QUOI ?

La première étape de l'action consiste à identifier les personnes auxquelles on veut venir en aide. Un travail difficile et extrêmement délicat. Des approches qui demandent une grande subtilité, le respect de chacun et une forte dose de compréhension. Je crois que les organismes populaires et communautaires sont probablement les mieux placés pour effectuer ce travail essentiel.

Il existe des programmes d'alphabétisation, mais trop souvent, les organismes qui s'en occupent sont faiblement financés. En conséquence, ils ne peuvent compter que sur la bonne volonté et l'engagement de personnes à qui cette cause tient à cœur. La bonne volonté ne suffit pas toujours. Il va falloir que les moyens suivent les intentions.

La Fondation pour l'alphabétisation a développé une expertise intéressante dans l'aide aux organismes sur le terrain. Il faudrait soutenir ses efforts aux plans des ressources financières et humaines.

J'invite notamment les entreprises qui comptent parfois des employés analphabètes, sans même le savoir, à contribuer financièrement au soutien de cette cause qui est à la base même de l'aide qu'on cherche à apporter aux jeunes, particulièrement dans les milieux à risque. Je connais également des entreprises qui ont mis sur pied des programmes de dépistage de l'analphabétisme auprès de leurs employés et qui leur ont offert, au travail, une formation pour régler ce problème. La démarche est délicate, j'en conviens. Mais au-delà de la cause sociétale que l'alphabétisation représente, il est dans l'intérêt de toute entreprise d'aider ses employés analphabètes à acquérir de meilleures compétences en lecture.

FAVORISER LA PARTICIPATION DES ENFANTS À RISQUE AUX SERVICES DE GARDE INSTITUTIONNELS

Je l'ai dit, je le répète, dans le domaine du décrochage, tout se joue souvent dès le plus jeune âge, particulièrement chez les enfants les plus à risque. Problèmes d'encadrement, de motivation, d'importance accordée à l'éducation, d'absence de modèles dans l'environnement immédiat et social et quoi encore ? Intervenir dès le plus jeune âge est donc une nécessité.

D'où la grande importance de déployer le plus rapidement possible le réseau des CPE et des garderies afin d'offrir à chaque enfant en âge de s'y inscrire une place à coût abordable. Pouvons-nous notre choix jusqu'à sa réalisation idéale. Un enfant : une place.

En même temps, il va falloir poursuivre le rehaussement de la qualité des services offerts dans ces centres. Beaucoup de travail de fait déjà, en peu de temps. On continue. On ne sera jamais trop bon là-dedans. Comme on dit : trop fort ne casse pas !

Bien sûr, il faut établir des priorités. Surtout quand nos ressources sont plutôt limitées. Donnons alors priorité aux CPE dans les quartiers où l'on compte le plus d'enfants à risque. Ça veut dire quoi ? Au départ, créer les places manquantes et les pourvoir en personnel qualifié. Mais également améliorer la qualité de la formation du personnel dans tous les milieux de garde. Ajuster l'offre de services aux besoins des enfants et des familles dépistés comme ayant le plus besoin de ce type de soutien. Établir un arrimage efficace entre les divers intervenants qui s'occupent de l'enfant et mettre en place les moyens nécessaires pour assurer un passage harmonieux d'un niveau à un autre. Par exemple, entre les milieux de garde et l'école. Ce qui veut dire assurer un transfert d'information adéquat entre le préscolaire et le scolaire, en tenant

compte des forces et des faiblesses de chaque enfant et, du même coup, cibler avec compétence le soutien dont l'enfant aura besoin. Évident, dites-vous ? Oui, mais ça ne se fait pas tout seul.

Un effort particulier doit être déployé afin de persuader les parents réticents de rendre à leurs enfants le grand service de les inscrire aux services de garde. En les informant des bienfaits pour leurs enfants, en leur expliquant la démarche, en essayant aussi de se mettre à leur place...

Il faudra aussi mettre en place une série de services sur mesure dans les services de garde afin de rendre l'offre la plus souple possible, dans un monde où les besoins sont diversifiés et fluctuants. Par exemple, des services à horaires variables, des haltes-répét, des activités variées aux horaires flexibles, des règles de fréquentation souples, etc.

QUI FAIT QUOI ?

Bien sûr, il faudra s'assurer que les ministères responsables prennent les mesures nécessaires. Je ne les nomme pas, vous les connaissez. Mais il faudra aussi assurer une coordination efficace entre tous les responsables qui ont à répondre d'une partie de la démarche. Je sais que ce n'est pas toujours évident. Une proposition spécifique concernant une structure d'encadrement de toute la démarche et une répartition des responsabilités clôt la liste des propositions.

Il faudra aussi sensibiliser les instances responsables localement des CPE et des garderies aux problèmes évoqués. Notamment, concernant les enfants à risque. Leur expliquer quels gestes poser, pourquoi, comment, dans quel but, etc. Par exemple, les directions de ces établissements et les membres de leurs conseils d'administration. Mais aussi les instances responsables des écoles au niveau primaire (directions d'écoles,

enseignants et membres des conseils d'école).

Il ne serait pas inutile non plus d'ajouter à la formation de base de nos futurs éducateurs en garderies, qui fréquentent aujourd'hui nos cégeps, des éléments de formation visant à les rendre plus aptes à comprendre et à intervenir plus efficacement auprès des enfants issus de milieux défavorisés et de leurs familles. Ce genre d'intervention particulière ne s'apprend pas sur le tas.

Il ne faudrait pas oublier l'apport important des intervenants des Centres jeunesse dans cet exercice. Ils connaissent bien les milieux. Ils passent leur vie au cœur des réseaux. Ils interviennent souvent dans les situations les plus délicates, auprès des enfants les plus vulnérables. Voilà une expertise et des connaissances pratiques qu'il faut mettre à profit pour le plus grand bénéfice de ces enfants à qui la vie n'a pas fait de cadeau.

Beaucoup de travail sur la planche ? Oui. Mais, l'enjeu est tellement important. C'est la pierre angulaire de l'immense effort auquel nous nous attaquons pour atteindre notre objectif de persévérance et de réussite scolaires. Vous avez raison, Dr Julien, agir sur tout le continuum de vie de l'enfant. En commençant le plus tôt possible.

MENER DES PROJETS COMMUNAUTAIRES PILOTE EN COMPLÉMENT AUX SERVICES DE GARDE DANS LES MILIEUX DÉFAVORISÉS

Les enfants à risque dans certains milieux défavorisés n'ont pas suffisamment accès aux services de garde. Pourtant ce sont eux qui en auraient le plus besoin. J'ai traité précédemment des mesures à prendre pour créer davantage de places dans ces milieux. Mais, il y a plus. Souvent, les enfants qui en auraient le plus besoin sont privés de ces services parce que leurs parents sont réticents à les y inscrire. Un autre défi à relever.

D'abord, déployer les moyens nécessaires pour rejoindre ces parents et leur faire comprendre les bénéfices que retireraient leurs enfants de la fréquentation de services de garde organisés. Plusieurs sont craintifs, pour de multiples raisons (historiques, sociales, humaines même). Je crois que le milieu communautaire est le mieux placé pour faire un travail efficace à cet égard. Les liens sont souvent tissés, les réseaux établis, les besoins identifiés.

Il s'agit d'un domaine où nous avons beaucoup à apprendre. Ce qui est évident pour l'un ne l'est pas nécessairement pour l'autre. Je pense qu'il faudrait éviter de nous lancer dans une opération à l'échelle du Québec, à cet égard, avant d'avoir fait nos classes. C'est une erreur que nous avons trop souvent répétée dans le passé. Allons-y donc avec quelques projets pilote dans quelques quartiers défavorisés où les problèmes auront été identifiés et dûment documentés. Je parle de projets communautaires qui pourraient s'inspirer de ce qui se fait déjà dans certains milieux, chez nous et ailleurs. Je pense notamment à la pédiatrie sociale du Dr Julien. Le Québec est très fort dans ce genre d'approche, à la condition que le soutien soit suffisant et continu. Le manque de continuité dans l'action est justement un des problèmes qui a été soulevé par plusieurs intervenants. La générosité et l'engagement personnel ne peuvent compenser l'absence d'un minimum de ressources...

Il s'agirait de bien structurer quelques projets, de donner à leurs responsables les moyens nécessaires pour optimiser leurs chances de succès, d'assurer un encadrement efficace, mais assez souple pour permettre l'innovation et l'adaptation à des besoins spécifiques et enfin, de fournir aux intervenants une documentation et un suivi de grande qualité.

Lorsque les résultats seront concluants, il y aurait lieu d'étendre les pratiques reconnues plus largement, au rythme de la disponibilité de ressources compétentes. Le meilleur moyen de disposer de suffisamment de ressources compétentes le moment venu ? En former dès maintenant.

QUI FAIT QUOI ?

Les organismes populaires et communautaires qui ont déjà une certaine expérience dans ce genre de travail devraient être au centre de ces projets pilote.

Les Centres jeunesse, dont les intervenants sont souvent en contact avec les familles et les enfants à un niveau de risque extrêmement élevé, peuvent être d'un apport considérable s'ils sont intégrés efficacement à la démarche et si on leur demande d'agir à l'intérieur des limites de leur mandat. Par exemple, en déployant ici un modèle qui a fait ses preuves aux États-Unis, le programme «*Family to Family*». Un programme qui donne un soutien accru aux familles et aux familles d'accueil. Les Centres jeunesse ont aussi implanté au Québec des pratiques reconnues en Grande-Bretagne et en Ontario. Ils ont pu apporter un meilleur soutien aux enfants en expérimentant ici un programme qui s'appelle «*Looking after children*». Donc, des gens qui ont une grande expérience dans ce domaine et qui consacrent leur vie à aider les jeunes et leurs familles. Mettons-les à contribution encore davantage.

DÉVELOPPER DES PRATIQUES D'EXCELLENCE VISANT À RÉDUIRE LES RETARDS D'APPRENTISSAGE AU PRIMAIRE

Comment croire qu'un enfant qui accumule les retards au primaire puisse espérer un jour obtenir un DES, un DEP, ou terminer une formation qualifiante ? Au fur et à mesure qu'il se détache du groupe, ses chances s'amenuisent, quel que soit le vocabulaire utilisé pour lui faire

croire que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. J'ai reçu des témoignages extrêmement touchants de parents dont les enfants malheureux, parce que de plus en plus exclus, n'avaient d'autre solution que d'abandonner leurs études, après avoir connu le rejet progressif de leurs camarades de classe parce qu'ils n'arrivaient pas à suivre le groupe. Ou après avoir subi l'ostracisme du ghetto des classes spéciales en étant la risée de toute l'école. Une grande tristesse, mais il ne faut pas être dupe. La cruauté des enfants n'est un secret pour personne. J'ai reçu des témoignages extrêmement saisissants à cet égard de parents désemparés et trop souvent impuissants devant la situation désespérée que vit leur enfant à l'école.

L'action à poser me semble évidente : dépister les retards d'apprentissage le plus tôt possible et offrir des services personnalisés et adéquats pour permettre à ces enfants de réussir. Certains programmes existent déjà, mais les moyens sont insuffisants, disent les gens qui s'activent dans ces milieux et qui n'arrivent qu'à combler une infime partie des besoins. Le manque crucial d'orthophonistes est un bel exemple de manque de moyens pour faire un travail efficace, à une étape extrêmement importante du développement de l'enfant

Pourtant, il me semble que ce type de dépistage, qui devrait être systématique, et le soutien rigoureux qu'il appelle, constituent une priorité. Je sais, c'est toujours plus facile à dire qu'à faire. C'est facile de jouer les gérants d'estrades. Cela dit, une telle action me semble pourtant essentielle à l'atteinte de l'objectif que nous croyons raisonnable d'avoir établi.

Que faire ? D'abord, répertorier les programmes existants et en vérifier l'efficacité et le rendement. Parmi ces programmes, je pense entre autres à *Projet accès à l'école*, *Mesures de soutien aux élèves en diffi-*

culté, Projet FLUPPY, Famille-école-communauté, etc. Un diagnostic global devrait permettre d'identifier les forces et les faiblesses de ces projets. Une fois cette information analysée, une dizaine de projets pilote devraient être conçus et lancés afin de développer de nouvelles approches. Priorité absolue aux milieux les plus à risque. Une fois bien documentées, les approches les plus performantes pourraient être étendues à une plus grande échelle.

QUI FAIT QUOI ?

L'identification des besoins doit se faire au niveau de l'école. Il appartient aux responsables locaux et régionaux d'octroyer les moyens, d'évaluer les performances et l'affectation des ressources et de diffuser les connaissances.

Mais l'école ne peut agir seule, ni dans ce travail spécifique, ni dans l'ensemble de la démarche de lutte au décrochage. Aussi, plusieurs intervenants dans la communauté devraient se joindre à cette opération, à tout le moins au niveau de l'identification des besoins et du soutien aux jeunes qui en ont besoin. Et attention, l'octroi de moyens financiers n'est pas nécessairement garant d'engagement et de résultats. L'expérience l'a démontré. Comme on dit, jeter de l'argent sur le problème ne le règle pas nécessairement.

Encore là, puisque nous visons particulièrement les milieux les plus à risque, les organisations populaires et communautaires peuvent être d'un grand secours. Elles détiennent une connaissance de leur milieu souvent irremplaçable et elles ne sont pas assez souvent mises à contribution. Je crois qu'il vaudrait mieux donner à ces organisations les moyens nécessaires pour faire le travail que d'essayer de recréer dans les réseaux officiels des outils plus ou moins bien adaptés à ces situa-

tions très particulières. Un autre bel exemple où il faudrait abattre les cloisons entre les services publics officiels et les organismes émanant de ces milieux.

La vocation même des Centres jeunesse fait de ces intervenants qui travaillent sur le terrain des personnes particulièrement qualifiées pour contribuer, elles aussi, à l'identification des besoins et au suivi des enfants. La mise en place du programme *Qualification des jeunes* offre un bon exemple. Les Centres jeunesse ont aussi soumis un projet axé sur la collaboration avec la communauté et qui se nomme *Plan de cheminement à la vie autonome*. Ce genre de démarche exige l'engagement de tous les acteurs et des intervenants concernés. Une condition essentielle de succès. Souhaitons qu'on arrive à concrétiser le plus rapidement possible de telles initiatives qui combleraient des lacunes béantes dans nos efforts pour soutenir nos jeunes les plus vulnérables.

METTRE EN ŒUVRE DES PROJETS COMMUNAUTAIRES CIBLANT LES JEUNES À RISQUE, AU SECONDAIRE, DANS LES QUARTIERS LES PLUS DÉFAVORISÉS

Je crois qu'il faut agir particulièrement là où le problème du décrochage fait le plus de dégâts si nous voulons obtenir des résultats probants. Évident, non ? C'est peut-être plus difficile à réaliser, mais c'est là où l'action se passe le plus souvent. J'ai dit et répété que le problème du décrochage dépasse largement les murs de l'école. C'est l'affaire de toute la communauté, comme ne cesse de le répéter Michel Perron, l'âme dirigeante du CRÉPAS. Le succès de toute opération de soutien à la persévérance et à la réussite scolaires repose sur l'ensemble de la communauté. Pathways to Education, à Toronto, illustre aussi parfaitement cette approche.

Il faut donc implanter dans des quartiers défavorisés des programmes d'intervention communautaire à volets multiples, inspirés notamment de Pathways, tout en adaptant les méthodes et les objectifs aux contextes ciblés.

Une des conditions de succès les plus importantes dans ce genre d'activité: établir entre le jeune et l'intervenant qui s'en occupe spécifiquement (son « coach », son mentor, son coordonnateur, etc.) une profonde relation de confiance. C'est une condition *sine qua non* de succès.

Il faut aussi, dans chaque milieu, identifier un leader reconnu, capable et désireux de mobiliser la communauté. Quelqu'un qui est capable et qui veut s'engager suffisamment pour inspirer littéralement les jeunes et tous les intervenants. Un individu qui inspire le plus grand respect, particulièrement chez les jeunes. Ce sera le porteur de ballon du projet. Il (ou elle) contribuera à la définition d'une vision commune de la problématique et à l'établissement d'objectifs réalistes en fonction des ressources investies. Il animera et soutiendra la concertation au sein de la communauté, entre les écoles et les intervenants.

Menée cette fois au niveau de la communauté, l'équipe que le porteur de ballon aura formée se chargera d'identifier les jeunes les plus à risque et d'identifier leurs besoins. Un bilan de l'offre de services déjà offerts et une évaluation de leur efficacité devront être faits. L'équipe mettra en place un programme d'aide et de soutien à ces jeunes en s'inspirant des meilleures pratiques observées dans le cadre d'initiatives comparables.

Un processus d'évaluation des moyens mis en place et de l'efficacité de l'affectation des ressources sera déployé afin de s'assurer de résultats optimum et de corriger le tir au besoin.

QUI FAIT QUOI ?

On parle d'une intervention en profondeur auprès de jeunes qui souvent n'ont d'autres points de repères que ceux disponibles dans leur environnement immédiat. On a donc besoin de soutien auprès de gens conscients de l'importance du problème et qui sont désireux de s'investir dans la solution.

Encore là, les intervenants des Centres jeunesse ont une connaissance approfondie d'une partie importante de la population à desservir. Ils sont sur le terrain. S'il peut parfois être difficile pour eux, compte tenu de leurs fonctions, de faire le lien direct avec les jeunes, leur connaissance du milieu doit contribuer, à tout le moins, à enrichir la démarche. Par exemple, en assurer l'aspect « terre à terre ».

Par ailleurs, les organismes populaires et communautaires bien implantés dans le milieu seront d'un apport crucial.

Attention aux normes, standards et façons de faire traditionnelles, admissibles ou non en regard des critères gouvernementaux. On évolue ici dans un monde à part. À situation particulière, moyens spécifiques. S'il est un domaine où l'innovation doit être suscitée et non brimée, c'est bien celui-là.

ENCOURAGER ET FACILITER LE CHOIX DE MÉTIERS ET DE TECHNIQUES

J'ai toujours eu la conviction qu'un grand nombre de jeunes décrochent à cause de l'absence de connaissances qu'ils ont du marché du travail en général et des métiers et techniques en particulier. Difficile de persévérer quand on n'a pas de but précis. Quand on ne sait pas pourquoi on travaille et ce qu'on veut atteindre comme résultat. C'est ce que m'ont dit plusieurs jeunes à qui j'ai posé la question : pourquoi as-tu abandonné tes études ? J'attribue aussi à cette faiblesse reconnue dans

notre système les multiples changements d'orientation qui finissent par décimer les rangs des cégépiens dont le taux de persévérance n'est pas très reluisant non plus. Seulement les deux tiers d'entre eux obtiennent leur diplôme au secteur général au bout de trois ans, alors que ça devrait en prendre deux. Au secteur technique, un cégépien sur deux obtient son diplôme au bout de quatre ans alors que ça devrait en prendre trois.

Comment nous étonner alors de la faiblesse des inscriptions en formation professionnelle et des taux d'abandon encore plus importants dans ce secteur. La rigidité du système scolaire n'est certainement pas étrangère non plus à cette lacune que tous déplorent, mais sur laquelle nous n'avons que bien peu de prise à ce jour. Ajoutez à cela la dévalorisation des métiers, et même souvent des techniques, dans notre société et vous récoltez les pénuries qui frappent déjà nos entreprises et qui ne pourront que s'aggraver avec le défi démographique qui nous attend à brève échéance. Mais au-delà des conséquences économiques de cette anomalie, dans de trop nombreux cas, c'est la vie de milliers de jeunes et des familles qu'ils formeront qui devient plus difficile parce qu'on n'a pas su les orienter de façon adéquate, quand il était temps de le faire.

Je crois que le premier geste à poser, c'est de mieux informer les jeunes et l'ensemble de la société des multiples possibilités qu'offrent les secteurs des métiers et des techniques. On a commencé à le faire par une campagne de pub télé. C'est très bien. Il faut poursuivre en ce sens en y mettant tous les moyens nécessaires. Mais, ce n'est pas suffisant. Il va bien falloir aussi doter nos écoles de services professionnels d'orientation et de choix de carrières adéquats et accessibles. Nos enfants vivent encore les conséquences de coupures dramatiques effectuées dans un passé récent dans les services professionnels autres que l'enseignement proprement dit.

Il va falloir améliorer la fluidité des parcours scolaires. Nos jeunes sont forcés de poser des gestes qui influenceront en profondeur leurs possibilités de vie professionnelle, à un âge où on pense davantage à s'amuser qu'à travailler. Il faut qu'ils puissent ajuster leur parcours en cours de route s'ils doivent le faire, sans perdre pour autant des années qui leur semblent interminables, donc source, là aussi, de décrochage scolaire.

Il va falloir également ouvrir des voies exploratoires entre l'école et l'entreprise. Comment espérer qu'un enseignant, dont toute la connaissance et l'expérience professionnelles se résument à l'école et à son milieu, puisse communiquer à un jeune la passion d'un métier ou d'une technique dont il ne connaît parfois strictement rien ? Je ne blâme pas l'enseignant. Je mets en doute le bien-fondé du système qui laisse nos jeunes aussi démunis, à l'aube de leur choix de carrière. À cet égard, le monde de l'entreprise porte aussi une part de responsabilité et il va falloir mettre en place des moyens efficaces pour combler des failles aussi importantes dans notre système. Je reviens constamment là-dessus: l'enfant d'abord. Or, est-il un domaine plus important que la solidité et la pertinence d'un choix dont il portera les conséquences toute sa vie durant ?

Les efforts accrus en orientation et en choix de carrière devront viser autant les jeunes que leurs parents, les responsables de l'orientation des enfants en milieu scolaire et le monde de l'entreprise. Il s'agit d'un domaine où l'action doit être portée au niveau local, de toute évidence. Il faudra développer des programmes d'alternance études-travail sur place afin notamment de permettre aux jeunes de choisir un métier ou une carrière en toute connaissance de cause. Des partenariats sont à établir entre les écoles et les entreprises du milieu. Des visites d'entre-

preneurs, de professionnels, de techniciens et de gens de métiers devront être organisées dans les écoles et vice versa dans les entreprises.

QUI FAIT QUOI?

Voilà un vaste domaine où toutes les compétences et les bonnes volontés doivent être mises à contribution.

Les niveaux provincial et régional de compétence doivent développer des outils adéquats d'information sur les métiers, les techniques et les professions. Les corporations de métier, les associations et les ordres professionnels, les collèges et les universités pourraient être mis à contribution. Il ne faudrait pas oublier de s'attaquer aux préjugés manifestés parfois par certains enseignants à l'égard des métiers. Il existe déjà du matériel. Il s'agit d'évaluer ce qui existe et de compléter selon les besoins. Les commissions scolaires devraient aussi être mises à contribution.

Les écoles devraient voir à l'utilisation du matériel pertinent avec leurs élèves. Les directions d'écoles, de concert avec le monde de l'entreprise, devraient aussi organiser dans leur communauté des activités destinées à mieux faire connaître les métiers et les techniques, parfois à l'école, le plus souvent en entreprises. Un beau projet est en cours à cet égard. Un partenariat entre la Chambre de commerce et d'industrie Les Maskoutains et la Commission scolaire de Saint-Hyacinthe.

Également au plan local, il serait intéressant de développer des formules de tutorat ou de compagnonnage, en s'inspirant de modèles qui ont fait leurs preuves dans d'autres pays, en Allemagne par exemple. Là aussi, le monde de l'entreprise doit contribuer. C'est aussi son intérêt.

Il faudrait fournir un effort particulier afin de rendre plus attrayante la formation professionnelle par l'utilisation des technologies les plus

récentes, la formation à distance, des cours sur baladeurs et autres supports technologiques qui ont la faveur des jeunes.

Pourquoi ne pas rendre déductible d'impôt la formation professionnelle en collège privé puisqu'elle répond à un besoin évident, tant au plan des individus que de la société ? Au-delà de tout carcan idéologique et de tout corporatisme...

INTRODUIRE DANS LE SYSTÈME D'ÉDUCATION DES OUTILS DE GESTION DE LA PERFORMANCE RATTACHÉS À LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE

La persévérance scolaire est un des enjeux les plus importants pour chaque jeune en cause et pour toute la société québécoise. Des sommes importantes pour venir en aide aux élèves en difficulté ont été octroyées au cours des dernières années. Or, suite à une enquête spéciale effectuée en 2005, le Vérificateur général du Québec déplorait ne pas avoir réussi à obtenir de réponses satisfaisantes quant à l'affectation de ces sommes. Troublant, n'est-ce pas ? Surtout quand on connaît l'importance des enjeux et la faiblesse relative de nos ressources collectives.

Au cours de mes rencontres, j'ai obtenu des commentaires de la part d'intervenants du milieu à l'égard de l'aide aux élèves en difficulté : 1) de façon étonnante, les plans de réussite scolaire des écoles secondaires n'accordent pas suffisamment d'importance au décrochage scolaire ; 2) ils ne font pas l'objet d'une évaluation systématique et la qualité professionnelle des services dispensés n'est pas suffisamment prise en compte ; 3) la rigidité des conventions collectives constitue un obstacle important à la mise en place d'incitatifs efficaces.

Il me semble très clair que dans n'importe quel domaine, l'absence de contrôles significatifs, tout comme l'absence d'incitatifs efficaces, ne

constituent pas des facteurs de succès. C'est le moins que je puisse dire.

Je ne suis pas un spécialiste du monde de l'éducation et de ses nombreuses particularités. Aussi, je laisse à la ministre responsable et à son entourage le soin de régler ce problème qui me semble tellement évident. La Loi (anciennement le projet de Loi 88) qui confère à la ministre des pouvoirs accrus en matière de gouvernance dans le milieu scolaire entrera en vigueur lorsqu'un décret du Conseil des ministres sera adopté. Qu'est-ce qu'on attend pour le faire ?

CRÉER UN RÉSEAU À TRAVERS LE QUÉBEC DE JEUNES (MAXIMUM 35 ANS) AUXQUELS LES JEUNES À RISQUE PEUVENT S'IDENTIFIER ET ORGANISER DES RENCONTRES- TÉMOIGNAGES DANS LES ÉCOLES

Les jeunes à risque manquent souvent de modèles auxquels s'identifier. Particulièrement dans les quartiers les plus défavorisés. Les seules voies qu'ils connaissent sont souvent celles observées dans leur entourage. Aux plans académique, technique et professionnel, ils auraient besoin qu'on les mette en présence de jeunes adultes qui ont réussi dans leur domaine et qui accepteraient de livrer un témoignage dans les écoles. De jeunes adultes qui ont réussi, en regard des critères propres à cet âge, bien sûr !

Cette idée m'a paru évidente lorsque j'ai visité les jeunes d'une école secondaire dans un quartier défavorisé de Montréal, dans le cadre d'un programme de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain auquel je participe depuis une dizaine d'années. La dernière fois, au printemps 2009, je me suis rendu compte que je représentais probablement pour eux un autre « mononcle » qui venait leur prêcher la bonne nouvelle et leur dire quoi faire. Ça baillait là-dedans ! Je me suis mis alors à leur parler de mes enfants, Simon et Valérie, qui travaillent

dans des domaines passionnants pour tous les enfants du monde : le développement d'effets spéciaux pour le cinéma et la gestion d'artistes. Là, le groupe s'est littéralement allumé. On a passé ensemble une heure exceptionnelle. Je me suis dit, pourquoi ce ne seraient pas mes enfants, eux-mêmes, qui viendraient l'an prochain rencontrer ces jeunes et leur parler de ce qui les passionnent ? Ce qu'ils peuvent faire beaucoup mieux que moi, sans l'ombre d'un doute. D'où mon idée d'un réseau de jeunes, c'est-à-dire, autant que possible, moins de trente-cinq ans, qui viendraient parler aux élèves de choses bien concrètes qui pourraient les aider à se fixer un but significatif. C'est souvent un des éléments importants qui fait la différence entre un élève qui persévère et un décrocheur. Vous n'avez qu'à relire les témoignages de décrocheurs au tout début de ce livre, ou sur mon blogue, pour vous en convaincre.

Dans toute la mesure du possible, les gens sélectionnés pour livrer de tels témoignages devraient offrir des points en commun avec les jeunes à risque rencontrés. Provenance de milieux comparables, difficultés à l'école, faibles moyennes dès leur tout jeune âge, etc.

Il s'agit de provoquer dans l'esprit du jeune à risque l'étincelle qui marquera peut-être le départ vers une nouvelle étape : l'obtention de son diplôme. Un tel effort ne remplacera jamais le besoin de suivi, de soutien et d'encadrement. C'est un moyen de plus pour provoquer un changement d'attitude chez les jeunes à risque. Rien comme de percevoir clairement les retombées potentielles de l'effort à fournir pour entretenir la motivation.

QUI FAIT QUOI ?

Les Jeunes chambres de commerce, les regroupements de jeunes professionnels, les associations de métiers et de techniques sont très bien

placés pour identifier de jeunes adultes qui accepteraient avec enthousiasme, j'en suis certain, de se livrer à de telles rencontres. Il me semble important de déployer cet effort sur une base locale ou régionale. Je crois que plus les « modèles » offriront de points communs avec les jeunes visés, plus les chances d'identification à ces modèles et les probabilités de succès de la démarche devraient être élevées.

HEC Montréal, a mis sur pied un projet dont le but est de créer des liens entre ses étudiants désireux de s'engager dans ce genre d'action et des jeunes. Ce programme vise particulièrement les étudiants au niveau collégial où les taux de décrochage sont aussi très élevés. Une forme de parrainage pour certains jeunes qui en ont besoin. Encore là, une initiative que j'encourage fortement et qui va tout à fait dans le sens de ce que je propose. J'ai accepté de co-présider la campagne de financement du projet et BMO participe à la campagne de levée de fonds lors du Bal du commerce qui se tiendra en novembre 2009. C'est intéressant de constater que même au niveau universitaire, la démarche citoyenne est lancée.

L'école devrait aussi contribuer à l'identification d'anciens élèves qui ont bien réussi dans leur domaine et les mettre en contact avec ses élèves actuels.

Certaines entreprises tiennent des journées portes ouvertes pour sensibiliser les jeunes à leur réalité. Dans plusieurs cas, les parents, employés de l'entreprise, amènent leurs jeunes sur leurs lieux de travail. Quelle belle occasion d'échanger entre parents et enfants dans un cadre différent du cadre familial. Rien d'aussi inspirant pour un jeune que de découvrir comment papa et maman passent leurs journées, quelles sont leurs responsabilités, quels sont les autres métiers et professions dans l'entreprise et comment la journée se déroule de façon bien concrète pour eux.

RENFORCER LES INSTANCES RÉGIONALES, EN PARTENARIAT AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les Instances régionales de concertation sur la persévérance scolaire et la réussite éducative (IRC) sont des acteurs de première importance, au Québec, dans ce domaine. Le niveau de maturité des IRC en termes de ressources, de compétences et d’ancrage dans le milieu est variable. Il est donc souhaitable de soutenir le renforcement des IRC en place et d’en créer de nouvelles, là où cela serait utile, afin de soutenir et d’intégrer les initiatives locales qu’elles mettent en marche et accompagnent.

Il faut aider ces instances à réaliser, ou à faire réaliser, en partenariat avec les autres intervenants et dans le respect des responsabilités de chacun, les activités suivantes :

- Une analyse et un diagnostic de la situation régionale, incluant un portrait approfondi de la réalité des jeunes et de leurs besoins.
- Une vision commune de la problématique régionale et des facteurs de risques.
- La planification et la mise en œuvre d’une stratégie régionale concertée.
- La coordination d’actions locales concertées et la liaison bilatérale avec le palier local pour assurer leur succès.
- L’évaluation de la mobilisation et des résultats des plans d’action.
- Le soutien d’initiatives innovantes, par exemple, de projets pilote avec les partenaires.
- Le partage de connaissances, d’outils et de pratiques entre les niveaux local et régional.
- L’arrimage, avec leurs partenaires et d’autres tables de concertation régionales œuvrant auprès des jeunes et de leurs familles.

Il s’agit d’un travail important et exigeant qui demande une organisation solide et compétente. Une bonne partie de l’atteinte de nos objectifs en matière de soutien à la persévérance et à la réussite scolaires dépend de la capacité de chaque région de s’organiser de façon structurée et

efficace pour s'assurer de la qualité des travaux qui précèdent et pour coordonner l'action. Les succès du CRÉPAS l'ont largement démontré.

La nouvelle Stratégie jeunesse, annoncée en mars 2009 par le Premier ministre du Québec, prévoit un partenariat avec la Fondation Lucie et André Chagnon afin de soutenir financièrement le renforcement des instances régionales en matière de lutte au décrochage.

Ce partenariat entre la Fondation Lucie et André Chagnon et le gouvernement du Québec contribuera à solutionner un des principaux problèmes auquel se heurtent les instances régionales dans ce domaine, c'est-à-dire la hauteur du financement sur lequel elles peuvent compter, sa continuité et sa prévisibilité. Cinquante millions de dollars seront attribués au cours des cinq prochaines années (25 millions \$ par la Fondation Lucie et André Chagnon et 25 millions \$ par le gouvernement du Québec) pour financer le renforcement de l'organisation de la lutte au décrochage scolaire, dans les régions. Bravo à la Fondation et au gouvernement du Québec!

Dans un autre ordre d'idées, on ne peut sous-estimer l'effet d'entraînement que peut produire la présence d'un cégep et d'une constituante universitaire dans une région sur la poursuite des études des jeunes de ces communautés. Particulièrement chez les jeunes qui n'ont pas les moyens financiers de quitter leur famille pour poursuivre leurs études dans les grands centres. Combien de jeunes ont décidé de poursuivre leurs études parce qu'ils ont pu s'identifier, dès leur secondaire, à des modèles dans leur communauté? Or, les professeurs de cégep et des constituantes de certaines universités vivent dans ces municipalités et villages et exercent autour d'eux une influence bénéfique qu'on sous-estime trop souvent.

Et que dire du poids de l'activité de ces institutions dans les régions pour favoriser la rétention de leur principale force, leurs jeunes.

CRÉER UNE INSTANCE NATIONALE DE CONCERTATION EN PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE

Les propositions qui précèdent exigent beaucoup de travail. Les paliers de responsabilité et les terrains d'opération sont nombreux et, en conséquence, le déploiement harmonieux des intervenants suppose une coordination étroite.

C'est pourquoi je crois qu'il devient nécessaire de confier un mandat officiel de coordination à une instance responsable. Imputabilité oblige. Cette instance serait chargée :

- D'exercer la coordination indispensable entre les interventions gouvernementales et celles des autres partenaires dans la lutte au décrochage, en fonction d'un objectif commun. On sait tous combien c'est facile de se renvoyer la balle. Il faut absolument identifier une responsabilité globale en matière de décrochage, même si cela peut entraîner des heurts et des frictions à l'intérieur d'une machine dont chaque rouage défend bec et ongles ses prérogatives et souvent ses privilèges. Il va bien falloir passer outre aux frontières des empires et assurer l'efficacité de notre action.
- D'orienter les campagnes de sensibilisation.
- De soutenir le transfert des connaissances et la diffusion des meilleures pratiques.
- De soutenir la formation et le développement des compétences requises pour mettre en application les suggestions.
- D'évaluer les résultats et l'affectation des ressources au plan national et d'établir les critères d'évaluation aux plans régional et local.

QUI FAIT QUOI ?

Je crois qu'une telle instance devrait relever du Secrétariat à la jeunesse qui est déjà responsable de l'application de la Stratégie d'action jeunesse du gouvernement du Québec. D'autant plus que tous les intervenants insistent sur le fait que le décrochage dépasse largement les murs de l'école et interpelle toute la société. Il faut donc déborder

les frontières des ministères sectoriels qui exercent chacun une partie des responsabilités dans ce domaine.

Je pense que tous les ministères et organismes qui partagent des responsabilités à l'égard de l'éducation, du développement et de l'intégration des jeunes et de la famille dans la société québécoise doivent être mis à contribution. Tout comme, dans la société civile, l'ensemble des acteurs qui peuvent jouer un rôle dans la mise en place du plan proposé: associations professionnelles, techniques et de métiers, associations d'affaires et entreprises, syndicats, associations étudiantes, etc.

La multiplicité des intervenants milite en faveur de l'identification d'un grand porteur de ballon au niveau national. Puisqu'au Québec, pour l'instant du moins, la responsabilité du ministère de la Jeunesse est assumée par le Premier ministre lui-même, qui d'autres que lui peut le plus efficacement jouer ce rôle? Identifier le Premier ministre du Québec comme grand porteur de ballon pour soutenir la persévérance et la réussite scolaires de nos jeunes lancerait, il me semble, un message d'une puissance inégalée à ce jour. Je crois que l'enjeu en vaut la peine.

PARTIE VII

COMBIEN \$\$\$

DES INVESTISSEMENTS IMPORTANTS

L'atteinte des objectifs fixés nécessitera des investissements importants. Le graphique 10 illustre l'évaluation et la répartition des coûts envisagés pour mener à bien cette vaste initiative dont le Québec ne peut pas faire l'économie, ni pour le bonheur de ses enfants, ni pour son bien-être et son dynamisme en tant que société.

Les investissements requis sont de l'ordre de 35 à 64 millions de dollars pour la phase de départ (1 à 3 ans) et le coût annuel de l'opération, à terme, se situe entre 137 et 237 millions de dollars, pour la totalité des initiatives présentées dans le rapport du Groupe de travail sur la persévérance et la réussite scolaires.

Graphique 10

L'atteinte des objectifs exigera d'importantes ressources

ESTIMATIONS

Actions	Coût de départ annuel (1-3 ans), M \$	Coût annuel à terme, M \$	Leaders potentiels
1 Valoriser l'éducation et la persévérance scolaire	3-5	3-5	Secrétariat à la jeunesse
2 Renforcer la mobilisation régionale	5-10	5-10	Fondation Lucie et André Chagnon; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
3 Accroître l'accompagnement des jeunes et des familles en milieu défavorisés	Prévu dans les budgets ministériels		Ministère de la Famille et des Aînés; ministère de la Santé et des Services sociaux
4 Mener des projets pilotes complémentaires aux services de garde	2	8-10	Société civile
5 Mener des projets pilotes au primaire	2-4	À développer*	Écoles et commissions scolaires; ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
6 Renforcer la stratégie Agir autrement	6-12**	64-105**	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
7 Mettre en œuvre des projets communautaires dans les quartiers défavorisés	12-24	54-102	Société civile
8 Faciliter et encourager la transition vers la formation professionnelle	Prévu dans le budget ministériel		Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
9 Incorporer des mesures incitatives et des outils de gestion de la performance	4	2	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
10 Créer une instance nationale de concertation	1-3	1-3	Secrétariat à la jeunesse; ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
	35-64	137-237	

* L'évaluation de résultats des projets pilotes permettra d'estimer de façon plus adéquate les efforts et les sommes nécessaires à l'échelle provinciale

** Réaménagement des budgets Agir autrement à explorer

Sources : Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec; McKinsey & Compagnie

Il ne faut pas oublier que des sommes importantes sont actuellement investies dans plusieurs des initiatives dont je viens de parler. Une partie de ces ressources financières pourrait être affectée différemment et surtout plus efficacement. Mieux cibler, mieux identifier, mieux encadrer, mieux documenter, mieux évaluer. Il me semble que ça vaut la peine de faire l'effort.

Vous trouvez ça cher ? Permettez-moi de vous rappeler certaines estimations de l'économiste Pierre Fortin qui prenait en compte une réduction très modérée du taux des sans diplômes au Québec (une diminution de 12 à 9 % de sans diplômes, quel que soit l'âge d'obtention de ce diplôme). Donc, un objectif plus modeste que le nôtre. Ses calculs donnent les résultats suivants :

Un jeune qui obtient son diplôme plutôt que d'abandonner ses études gagnerait 439 000 \$ de plus au bout de sa vie active. Il contribuerait à la richesse de la société (taxes et impôts accrus, d'une part, dépenses en moins, d'autre part) pour une valeur additionnelle de 184 000 \$.

Les étudiants d'une cohorte de 90 000 élèves qui persévéraient jusqu'à l'obtention de leur diplôme plutôt que d'abandonner gagneraient 1,2 milliard de dollars de plus au terme de leur vie active. Ils contribueraient à la richesse de la société pour une valeur additionnelle de 496 millions de dollars. Une seule cohorte... Ce n'est pas moi qui le dis, c'est Pierre Fortin lors d'une présentation regroupant toutes les IRC réunies au Mont-Sainte-Anne en octobre 2008.

Et, je ne parle pas de tous les avantages inestimables que vaut l'obtention du diplôme pour son détenteur, sa famille et son milieu de vie, à tous les autres points de vue...

Trouvez-vous encore que l'initiative proposée coûte cher ???

CONCLUSION

Le Québec ne s'est pas traîné les pieds dans la lutte au décrochage. Des sommes importantes ont été consacrées au soutien à la persévérance scolaire, notamment par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le Secrétariat à la jeunesse, les services responsables des jeunes les plus à risque, comme les Centre jeunesse, par exemple, et de nombreux organismes populaires et communautaires. À l'écart des systèmes officiels, un grand nombre d'initiatives, le plus souvent locales, soutiennent des jeunes qui en ont grand besoin. Trop souvent, ces organismes doivent travailler sans moyens suffisants, sans possibilité de systématiser leur action ou de diffuser leurs connaissances et surtout, d'assurer une action continue dans le temps. Ici et là, quelques initiatives prometteuses voient le jour régulièrement. J'en ai mentionné quelques-unes, sans aucunement prétendre avoir couvert tout le terrain. Certaines arrivent même à rassembler toute une région autour de ce grand enjeu qu'est la persévérance et la réussite scolaires de leurs jeunes. Avec les moyens du bord, c'est tout un tour de force !

Je dis bravo à tous ceux et celles, à travers le Québec, qui portent à bout de bras ce travail essentiel mais ingrat parce qu'effectué dans l'ombre et avec des résultats parfois décevants, sans commune mesure avec les efforts déployés. En effet, je ne crois pas que ce soient les efforts qui aient manqué. C'est davantage la continuité dans l'accès aux moyens qui a fait défaut et donc, la possibilité de poursuivre des actions suffisamment longtemps pour générer des résultats plus concrets. Il faut systématiser notre action dans une approche rigoureuse et bien encadrée, mais en laissant toute la place requise à l'initiative et à la souplesse. C'est comme ça qu'on travaille au Québec. C'est comme ça qu'on a réussi dans plusieurs domaines, parfois à l'étonnement général. C'est donc à un effort pour structurer, systématiser et documenter l'action, en prenant exemple sur les meilleures pratiques ici et ailleurs dans

le monde, que l'initiative citoyenne dont je viens de vous parler convie tout le Québec. Vaste programme, direz-vous? Certes, mais néanmoins, passage obligé pour l'avenir de nos jeunes et de notre société.

Cette initiative citoyenne propose un plan d'action où tous et chacun sont conviés à mettre l'épaule à la roue, dans le respect des expertises et des prérogatives de chacun. Ce n'est que lorsque nous aurons enfin compris que la persévérance et la réussite scolaires de nos jeunes sont l'affaire de toute la société que nous commencerons à enregistrer des résultats significatifs.

C'est l'urgence d'agir qui a poussé notre groupe de travail à passer à l'action. C'est cette même urgence qui devrait provoquer la mise en œuvre des actions requises à tous les niveaux de responsabilité. L'annonce récente de certains projets par le Premier ministre ainsi que par d'autres partenaires, la Fondation Lucie et André Chagnon par exemple, me donne espoir qu'enfin nous allons faire bouger l'aiguille en matière de taux de diplomation chez nos jeunes. Célébrer son 20^e anniversaire avec un diplôme en poche, ce n'est certainement pas encore une performance olympique! Mais, il faut commencer quelque part.

Et vous pouvez me croire, la mobilisation citoyenne pour soutenir la persévérance et la réussite scolaires ne fait que débiter au Québec. Les nombreux témoignages que j'ai reçus me convainquent de l'imminence d'une vague considérable de soutien aux jeunes à travers le Québec. Une véritable « corvée » pour la diplomation s'en vient. Des groupes très bien organisés et présents dans toutes les régions envisagent de s'engager dans cette cause. Je travaille présentement, avec des collaborateurs, à mettre sur pied un réseau à la grandeur du Québec de personnes intéressées à donner un coup de main. Nous en ferons l'annonce à l'automne 2009. Je travaille aussi à mettre sur pied, avec

plusieurs personnalités de divers milieux, une grande campagne de sensibilisation qui s'adressera directement aux jeunes pour les inciter à persévérer dans leurs études. Des personnalités que les jeunes tiennent en haute estime. Attendez-vous à ce que ça donne un grand coup !

Je suis persuadé que nous allons réussir. Un Québec qui soutiendrait efficacement ses jeunes jusqu'à l'obtention au moins de leur DES, de leur DEP, ou encore d'une formation professionnelle qualifiante complétée et dûment sanctionnée, deviendrait un Québec infiniment plus riche, dans toute l'acception du mot.

Savoir, c'est pouvoir !

REMERCIEMENTS

Je remercie d'abord, du fond du cœur, toutes ces femmes et ces hommes qui, à travers le Québec, se dévouent, le plus souvent dans l'ombre la plus totale et avec trop peu de moyens pour soutenir nos jeunes qui sont tentés d'abandonner leurs études avant l'obtention de leur diplôme. C'est à la générosité de ces personnes que des centaines de jeunes doivent une des grandes chances de leur vie : détenir un diplôme pour se lancer avec de meilleures chances de succès dans la grande aventure de leur vie.

Je remercie chacun des membres du Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires qui a généreusement répondu à mon appel pour définir les grandes orientations de ce projet et en suivre l'évolution. Leur connaissance du milieu et leur contribution irremplaçable ont permis de mener à bien cette initiative citoyenne dont bénéficieront, je l'espère, des milliers de jeunes au Québec.

Je remercie la firme McKinsey, et particulièrement Éric Lamarre, associé directeur du bureau de Montréal et toute son équipe, qui ont bénévolement consacré temps, expertise et énergie, pour concevoir l'outil de travail que constitue le rapport *Savoir pour pouvoir*. Leur but : offrir un portrait réaliste et hautement crédible à tous ceux et celles qui, à travers le Québec, ont compris la nécessité de structurer leurs efforts de soutien à la persévérance et à la réussite scolaires dans un plan de match inspiré des meilleures pratiques au Québec et ailleurs dans le monde.

Je remercie le professeur Michel Perron et son équipe du CRÉPAS qui animent, depuis plusieurs années, une des plus belles expériences de lutte au décrochage au Québec avec des résultats susceptibles de donner le goût à d'autres de se lancer dans cette belle aventure.

Je remercie tous ceux et celles qui, dans les organismes populaires et communautaires, dans les Centres jeunesse, travailleurs de terrain, fonctionnaires, nous ont aidés de leurs conseils pratico-pratiques sans lesquels nos suggestions n'auraient probablement pas été aussi concrètes.

Finalement je remercie particulièrement mon ami Denis Beauregard de Percom inc. ainsi que mon adjoint Claude Gagnon et son équipe de la BMO à Montréal pour leur précieuse collaboration dans la préparation de cet ouvrage. Sans eux, il ne serait demeuré qu'une idée qui n'aurait jamais vu le jour.

APPEL À TOUS :

Vous êtes un décrocheur ?

Faites-moi part sur mon blogue des raisons qui vous ont amenés, ou qui ont amené vos amis, à abandonner les études. Quelques lignes, quelques mots suffiront. Vous contribuerez ainsi à aider les jeunes qui ont besoin de soutien pour persévérer jusqu'à l'obtention de leur diplôme.

Merci,

L. Jacques Ménard, O.C.

www.sionsymettait.com



Je m'intéresse à la lutte au décrochage scolaire depuis de nombreuses années. Je suis persuadé que le niveau d'éducation d'une population est un des principaux déterminants de son niveau de vie et de la qualité de sa vie démocratique. Le Forum des générations auquel j'ai participé à l'automne 2004 a marqué un moment important dans ma prise de conscience de l'importance de cet enjeu au Québec. Les travaux du comité que j'ai présidé sur le financement de notre système de santé et de services sociaux (2005)

m'ont convaincu de l'urgence de nous attaquer à l'épineux problème du décrochage scolaire qui prive les décrocheurs et la société québécoise de ressources financières et humaines dont nous n'avons pas les moyens de nous passer. J'ai écrit *Si on s'y mettait...* (2008) dont la grande priorité est l'éducation. Cette année, j'ai mis sur pied le Groupe de travail sur la persévérance et la réussite scolaires dont le rapport vient d'être rendu public. Comme vous pouvez le constater, l'éducation a été et demeure au centre de ma réflexion depuis longtemps.

Je vous livre, en toute modestie, ces réflexions sur le décrochage parce que je suis convaincu que nous pouvons tous faire beaucoup pour aider nos jeunes à persévérer dans leurs efforts. Et aussi, parce que je crois, qu'au-delà des chiffres, le décrochage est une affaire de cœur.

UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE À LA FONDATION POUR LA PÉDIATRIE SOCIALE (PEDIATRIESOCIALE.ORG), À L'ORGANISME DÉCLIC (DECLIC.CA) OU À TOUT AUTRE ORGANISME DE VOTRE RÉGION VOUÉ À L'AIDE AUX TOUT-PETITS, AUX ÉCOLIERS ET AUX ÉTUDIANTS SERAIT APPRÉCIÉE.

Ce livre vous est offert gracieusement par :

BMO  **Groupe financier**